

# La Lettre Wallonie-Bruxelles

Délégation Wallonie-Bruxelles à Dakar

Coopération bilatérale . Francophonie . Culture . Agriculture  
Environnement . Jeunesse . Education . Formation . Burkina-Faso . Bénin



Juin 2016

# Editorial



Réunion bilatérale entre le Gouvernement du Sénégal et le MP Rudy Demotte accompagné de sa délégation

Cette année 2016 est avant tout celle d'un débat proposé à toutes les parties engagées dans notre coopération. Après l'évaluation des projets réalisés dans le cadre du programme de travail 2012-2015, une nouvelle programmation s'annonce au Sénégal.

L'APEFE, qu'on sait fort

appréciée de ses partenaires, a déposé le bilan réussi de son programme 2008-2016 de formation de formateurs au service des grands instituts professionnels et techniques. Forte de ses acquis, elle rejoint du même pas l'horizon 2017 qui verra notre coopération revivifiée par l'appel à des projets structurants qui viseront plus particulièrement le renforcement des capacités de l'entrepreneuriat féminin. Dans un contexte donnant priorité à l'employabilité des jeunes, à l'initiative locale et au travail décent, s'impose toujours plus la promotion de l'autonomisation économique des femmes.

L'action de longue date menée en appui aux grands acteurs culturels sénégalais sera poursuivie, la protection de l'enfance tenue plus que jamais pour un enjeu majeur. Actrice de la COP21, la Wallonie contribue à la lutte contre les changements climatiques à travers « Fast Start », programme de l'Agence wallonne pour l'Air et le Climat (AWAC). Proches des besoins des populations, porteurs d'innovation et de savoir-faire, ses acteurs continueront d'exceller en matière de coopération scientifique, dans le soutien à l'environnement, et au bénéfice du secteur agro-alimentaire. Au Sénégal comme au Bénin et au Burkina Faso, deux pays où de nouveaux programmes de travail sont en cours depuis 2015, des visites ministérielles de haut niveau ont été reçues avec beaucoup d'hospitalité et d'éclat. Le Sénégal et le Burkina Faso ont accueilli Monsieur Rudy DEMOTTE, Ministre-Président de notre Fédération, avec les égards réservés aux visites d'Etat. Le Bénin a accueilli avec chaleur la ministre des Relations internationales de la Commission communautaire française de la Région bruxelloise, Madame Céline FREMAULT. Avec cette dernière visite, la coopération menée en faveur de la santé des handicapés s'est trouvée, au Sénégal comme au Bénin, des perspectives élargies.

Avant cela, la 2ème session de la Commission mixte parlementaire Sénégal/Wallonie-Bruxelles, présidée par les deux présidents d'Assemblée, MM. Moustapha NIASSE et Philippe COURARD, avait fait le bonheur des porteurs de projets en célébrant avec ceux-ci la fête de notre communauté. C'était, de façon emblématique et non sans émotion, dans les jardins de la résidence du grand homme et grand francophone que fut le Poète-Président Léopold Sédar SENGHOR. En 2016, nos trois pays hôtes ont, chacun, selon la voie qui lui est propre et son génie national, abordé une nouvelle étape de leur consolidation démocratique, confirmant ces Etats modernes portés par une diplomatie régionale, voire mondiale, déterminée et pionnière pour le continent, comme des partenaires historiques de Wallonie-Bruxelles. Ce sont des acteurs majeurs de la Francophonie que les Chefs d'Etat et de gouvernement retrouveront l'an prochain à Madagascar pour un Seizième Sommet attendu. Cette période qui a vu l'entrée en fonction du dernier en date des Délégués de la Wallonie et de la Fédération Wallonie-Bruxelles à Dakar aura compté un nombre d'actifs qui donnent à espérer beaucoup. Les modes de dialogue typiquement africains constituent un enseignement précieux dans la perspective de la lutte contre le radicalisme. Développer un projet de coopération Sud-Nord articulé sur la pratique de la médiation à l'africaine et le thème de la « média-labre » en est l'expression nouvelle qui a émergé de nos discussions. Abordés lors de la 2ème session du Comité mixte

parlementaire, bénéficiant de plus de dix ans de collaboration, enrichi des propositions de coopération des experts, magistrats, policiers, gendarmes, psychologues, dont le Centre de Formation Judiciaire a fait la synthèse, le projet conduit en matière de protection juridique des mineurs, où s'est manifesté le haut intérêt du Ministre-Président Rudy DEMOTTE, s'est renforcé de nouveaux acteurs de Wallonie-Bruxelles, associations d'aide à la jeunesse, tant au Sénégal qu'au Bénin. Au vu de la loi sénégalaise en voie d'adoption, du Code de l'Enfant qui devra passer à l'Assemblée nationale, s'annonce la perspective de la création, au Sénégal, d'un poste de Défenseur équivalant à celui de Délégué aux Droits de l'Enfant de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Il s'agit aussi des collectivités locales lorsque Wallonie-Bruxelles apporte son concours à l'expression des cultures urbaines par les jeunes des banlieues. La nuit du Slam, ce 9 avril à Guédiawaye, fut ainsi un grand et beau moment. Depuis, une magnifique fresque réalisée par le graphiste Docta et le collectif Doxandem Squad est venue embellir la Délégation Wallonie-Bruxelles. Animant le dialogue entre la banlieue et Dakar Plateau, elle a été proposée aux visiteurs de la 12ème édition de Dak'Art et exprime les aspirations d'une jeunesse citoyenne et non-violente, engagée dans la société civile d'un grand pays démocratique, et qui atteint à la maturité à travers les moyens d'expression dont elle s'est dotée. Cet exemple appelle son contre-exemple. Sur la question spécifique de la mendicité des enfants, en matière de critères minimum d'accueil et de préparation du retour en famille, il convient de saluer le travail inlassable, inspiré de l'action des municipalités les plus engagées, mené par Action Sénégal Belgique auprès des maires, des élus locaux, des chefs de quartier et des familles, pour les encourager à mieux s'approprier la démarche, et celui de Terres Rouges, à Saint-Louis et Cotonou en matière d'accompagnement psychologique. Une longue coopération a été engagée depuis dix ans, pour une pédagogie rénovée de l'enseignement des sciences et de la technologie au Sénégal, avec l'Académie Nationale des Sciences et des Techniques (ANSTS) et le Comité national de Pilotage du Projet de Développement de l'Enseignement des Sciences et de la Technologie (CNPDEST). Celle-ci a conduit, non seulement à une augmentation du temps d'enseignement des mathématiques et des sciences, effective depuis la rentrée 2014-2015, mais à une généralisation de l'enseignement des sciences physiques dans les classes de 4e à la rentrée scolaire 2016-2017.

Depuis 2008-2009, Wallonie-Bruxelles s'est engagée à accompagner la coordination des olympiades scientifiques et technologiques organisées dans les Blocs Scientifiques et Techniques (BST) pour mieux l'articuler avec l'approche par les compétences. Soucieuses de ce qu'à peine 30 % d'élèves fréquentent les filières scientifiques et technologiques, les Autorités sénégalaises ont décidé, avec le soutien de la Banque Mondiale, la création de vingt nouveaux BST ainsi que la réhabilitation des huit BST existants. Modeste mais résolue, selon les moyens que lui accordent la voilure qui est sienne, la Délégation Wallonie-Bruxelles accompagne la réalisation de l'axe 2 du Plan Sénégal Emergent (PSE). Notre coopération a formé près de 200 artisans aux métiers du patrimoine à Saint-Louis et environ autant de femmes entrepreneurs dans le secteur du textile et de l'habillement. Aucune des cibles formées n'a jusqu'ici reçu une certification reconnue faute de cadre normatif. Cependant, le PSE introduit une nouvelle modalité à finalité professionnelle : la validation des acquis de l'expérience (VAE), qui fait reconnaître toutes les initiatives de renforcement de compétence qui respecteraient les normes édictées en rapport avec le Ministère, les centres de formations et les organisations du secteur privé. C'est sur ce terreau désormais plus propice que le prochain programme de travail avec le Sénégal pourra se redéployer dès 2017 pour les années qui viennent.

**Philippe Cantraine**  
Délégué Wallonie-Bruxelles

# Visite du Ministre-Président Rudy DEMOTTE



Une séance de travail entre le Premier Ministre et le Ministre-Président, élargie à leurs collaborateurs et aux ministres partenaires de la coopération Sénégal/Wallonie-Bruxelles, a permis de concerter les options et de les intégrer dans une Déclaration commune. Les thèmes retenus pour les cinq années qui viennent sont ainsi l'entrepreneuriat féminin, le soutien à la protection de l'enfance, l'éducation, la coopération culturelle envisagée plus particulièrement comme outil de développement et comme moyen d'action contre les racines du radicalisme.

Rudy DEMOTTE a également été reçu en audience par SEM le Président Macky SALL qui lui a décerné la médaille de Grand Officier de l'Ordre National du Lion.

Ce voyage très officiel a permis au Ministre-Président de rencontrer le réseau sénégalais et le réseau OIF des Jeunes Entrepreneurs de la CONFEJES, et d'inaugurer la fresque réalisée à la Délégation Wallonie-Bruxelles par des graphistes créateurs des banlieues de Dakar, membres d'un grand partenaire en réseau de notre coopération : AFRICULTURBAN.

Le Ministre-Président s'est déplacé ensuite en visite officielle à Saint-Louis où, accompagné des autorités locales et départementales, il a été reçu au siège du Conseil départemental de Saint-Louis (bâtiment de l'ancienne Assemblée territoriale du Fleuve), au Centre d'accueil d'Action Sénégal, et à l'Université Gaston Berger qui conduit un projet de notre coopération prenant la forme d'un incubateur voué à la production expérimentale d'« huiles essentielles ».

A Louga, accompagné des autorités du département et de la ville, Monsieur DEMOTTE a rendu visite au FESFOP, complexe culturel et touristique partenaire de vingt ans de la Province de Namur en Wallonie, et organisateur, avec le soutien de Wallonie-Bruxelles, des 2<sup>èmes</sup> Rencontres Internationales Francophones Abdou DIOUF (RIFAD, 30 octobre au 2 novembre 2016) sur le thème : "Francophonie, richesse de diversité et vecteur de développement durable". Une visite du Centre de Formation et d'Appui aux Métiers de

Du 10 au 13 avril 2016, à l'invitation du Premier ministre, SEM. Mahammed DIONNE, le Ministre-Président du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, M. Rudy DEMOTTE a effectué une visite officielle au Sénégal. Le Ministre-Président en déplacement était accompagné de MM. Philippe DETHEUX, son Conseiller diplomatique, Fabrice SPRIMONT, Directeur de la Coopération bilatérale directe à WBI, et Philippe CANTRAINE, Délégué à Dakar. L'objectif de cette rencontre a été de consolider des relations vieilles d'un quart de siècle, à la fois solides, chaleureuses et confiantes, et d'impulser le prochain programme de travail, annoncé pour février prochain, après l'évaluation de la programmation triennale réalisée les 8 et 9 décembre 2015.

Louga CFP / CEFAM, créé en 1997 grâce au soutien de la Province de Namur et aux subsides de la Région Wallonne, a complété ce tour d'horizon.



Evénement fort du séjour sénégalais de Rudy DEMOTTE, une conférence-débat à l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD), organisée avec le Secrétariat général de la CONFEJES et l'UCAD, a réuni autour du Ministre-Président un panel de hautes personnalités sénégalaises sur le thème « Radicalisme et Dialogue » : Mme Penda MBOW, Maître de Conférences à l'UCAD, Ministre Conseillère du Président de la République, et sa Représentante personnelle auprès de la Francophonie ; M. Ibrahima THIOUB, historien, Recteur de l'UCAD ; Mme Ndioro NDIAYE, ancienne ministre, ancienne Directrice adjointe de l'Organisation internationale des Migrations (OIM) ; M. Bakary SAMB, Professeur à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis, se sont retrouvés pour discuter de la question du radicalisme. Le philosophe Aloyse-Raymond NDIAYE, Professeur à l'UCAD, assurait brillamment la fonction de modérateur du débat. Le Gouvernement était, quant à lui, représenté par M. Mamadou TALLA, Ministre de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat. (suite page 4)



On savait leur hôte belge de passage particulièrement engagé sur le sujet. Son plaidoyer en faveur du dépassement des pratiques de tolérance par la recherche d'un véritable métissage a fortement interpellé le public présent. C'est accompagné du même Mamadou TALLA, ministre de tutelle de la haute institution d'enseignement

qu'est l'ENFEFS, que le Ministre-Président et ses collaborateurs se sont rendus, au sortir de la conférence, à l'Ecole Nationale de Formation en Économie Familiale et Sociale, partenaire de l'APEFE.

## Sénégal/Wallonie-Bruxelles : Evaluation du programme de travail 2012-2015



Le Délégué et S.E. l'Ambassadeur Amadou DIOP au Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur

Les 8 et 9 décembre 2015, les représentants du Sénégal d'une part, de la Fédération Wallonie-Bruxelles, la Wallonie et la COCOF d'autre part, se sont réunis à Dakar pour procéder à l'évaluation du programme de travail 2012-2015. Celui-ci comportait 18 projets portant sur trois secteurs prioritaires, l'approche de la coopération Wallonie-Bruxelles étant principalement axée sur le renforcement des capacités des acteurs et les échanges d'expériences (mission, stages

et bourses d'études) :

- 1/. L'Agriculture (gestion de l'eau et développement durable) et les Industries agroalimentaires (contrôle qualité et impact environnemental).
  - 2/. L'Education et la Formation (éducation inclusive, enseignement des sciences et technologie, formation professionnelle)
  - 3/. La Culture (appui à la professionnalisation des acteurs).
- L'évaluation a plus porté sur les savoirs et savoir-faire acquis que sur des investissements en infrastructures et équipements.

SEM. Amadou Diop, Ambassadeur du Sénégal en Belgique, et M. Philippe CANTRAINE, Délégué Wallonie-Bruxelles à Dakar, ont respectivement conduit les deux délégations.

Dans une démarche participative, les opérateurs sénégalais, ont tour à tour, présenté leur appréciation des résultats obtenus durant la période visée, suivis de commentaires et remarques de la partie Wallonie-Bruxelles.

Dans l'ensemble, le programme a connu une bonne exécution, des résultats fort intéressants en termes de transfert d'expertises, de maîtrise de technologies, et surtout en ce qui a trait à l'appropriation des projets.

## COOPERATION PARLEMENTAIRE



Interview du Président Ph. Courard. A ses côtés : Mme Diouf, Coordinatrice de la CAPE, le Président Niasse et M. Diakhaté, Directeur du CFJ

### ■ 2ème session du comité mixte Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles/Sénégal

Dans l'esprit d'un renforcement des relations entre les deux parlements et de relance de la coopération, l'Assemblée nationale du Sénégal a reçu, du 04 au 08 novembre 2015, la délégation du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles membre du comité mixte Parlement Fédération Wallonie-Bruxelles-Sénégal. Outre le Président Philippe COURARD, la délégation était composée de Mmes Christie MORREALE et Magali DOCK, Députées, Mme Véronique WAROUX, Sénatrice, MM. Bea

DIALLO, Alain DESTEXHE et Alain ONKELINX, Députés, de même que Mme Viviane GERARD, Directrice générale du Service des Relations extérieures du Parlement, et de M. Bruno GEVAERT, Premier Conseiller. Neuf points de coopération ont été évoqués par les deux parties, parmi lesquels : le chômage des jeunes, la protection de l'environnement, l'implication insuffisante des femmes dans les dynamiques de développement, la menace terroriste et la protection de l'enfance. A l'invitation du Président Moustapha NIASSE, le Directeur du Centre de formation judiciaire, en présence du comité des « Droits de l'Enfant » de l'Assemblée nationale du Sénégal, a fait l'état du projet du programme de travail Wallonie-Bruxelles/Sénégal consacré au « Renforcement de la protection juridique des mineurs » (RPJM).

Un protocole d'accord a été signé par les deux parties à l'issue des travaux.

### ■ 20ème session du Parlement Jeunesse Wallonie-Bruxelles (06 au 12 février 2016).

Melle Maïmouna YADE, étudiante en Relations internationales a été désignée par l'Assemblée nationale pour représenter le Sénégal à la rencontre sous rubrique. Ses éditions successives offrent, depuis quelques années, à des jeunes de Wallonie et de Bruxelles âgés de 17 à 26 ans, l'opportunité de vivre une simulation parlementaire et de découvrir à travers elle, une expérience de démocratie vivante. Une expérience bénéfique pour le futur parlement des jeunes que le Président de l'Assemblée nationale veut créer au Sénégal.

## ARTS PLASTIQUES. Dak'Art 2016

La 12ème édition de la Biennale de l'Art africain contemporain, le Dak'Art s'est tenue du 03 mai au 02 juin 2016.

Événement majeur du calendrier culturel sénégalais, Dak'Art a sélectionné 65 artistes pour participer à l'exposition internationale sur le thème « Ré-enchantement ». Ces artistes, originaires de 24 pays d'Afrique, de la France, des Bahamas, du Brésil, des Etats-Unis, du Portugal et d'Italie ont investi l'ancien Palais de Justice, site de l'exposition internationale.

L'objectif du Directeur artistique, Simon NJAMI était davantage d'asseoir la Biennale comme activité incontournable des arts plastiques en Afrique et dans le monde et conforter son assise nationale en l'amenant le plus près possible des populations locales : « il faut que cette biennale, qui s'adresse à toutes les couches sénégalaises, puisse penser un programme dans ce sens en investissant les milieux de formation comme les universités, les écoles » op cit. Parti pour être l'édition chargée de confirmer les avancées antérieures, le Dak'Art 2016 a tenu son pari à la grande satisfaction des visiteurs tant pour les expositions du « IN » que celles du « OFF ». Eu égard à la présence à Dakar de nombreuses personnalités de divers pays d'Afrique, d'Europe, d'Amérique et d'Asie (galeristes, critiques d'art, directeurs de musées et de centres d'art, ...), on peut dire sans ambages que la Biennale de l'Art africain contemporain reste un événement incontournable pour les artistes, les professionnels et les amateurs d'art. Le professionnalisme des organisateurs a été salué ainsi que la qualité des œuvres reflétant des démarches artistiques très variées : sculpture, peinture, dessin, installation, photographie, vidéos. Diversité et qualité sont venues conforter le sentiment global d'une reconnaissance de la Biennale de Dakar dans son statut de première Biennale en Afrique.

Le « OFF » a permis au public de découvrir 260 expositions (270 en 2014) à Dakar et dans les régions. Les responsables d'espaces du « Off » sont sortis très satisfaits de cette édition qui, outre les nombreux contacts prometteurs, a enregistré de nombreuses ventes. Satisfaction également du côté du Président du Comité d'Orientation, par ailleurs Président du Patronat sénégalais, qui a tenu une conférence de presse-bilan de la manifestation, préparée dans un délai pourtant très court de 7 mois.

Partant d'un budget de 625.000.000 Fcfa (952.806 €), et les dépenses s'élevant à 630.000.000 Fcfa (960.428 €), avec un négatif d'à peine 5.000.000 Fcfa (7.622€), couvert par les partenaires, l'événement a été bien géré.

### Wallonie-Bruxelles dans la Biennale

Réponse au déficit de l'édition antérieure Wallonie-Bruxelles a été amenée à revoir la pondération de son investissement dans cet événement inscrit dans le programme de la coopération entre le Sénégal et Wallonie-Bruxelles.

Fidèle à son engagement depuis la création de la Biennale,

Wallonie-Bruxelles a haussé à 10.000 euros (6.559.570 Fcfa) son appui institutionnel au Secrétariat général de la Biennale, permettant à celle-ci d'acquérir du matériel informatique, de reprographie, appareils photos, vidéo projecteur... N'est-ce pas également au vu de cette démarche de partenariat destinée à rendre la Biennale plus affirmée dans l'atteinte de ses objectifs, que le Président Macky SALL a décidé d'augmenter la participation de l'Etat à hauteur de 500.000.000 Fcfa ?

Une fresque sur le thème « Sénégal-Wallonie-Bruxelles-Francophonie », réalisée par DOCTA et le Doxandem Squad (au titre des « cultures urbaines ») sur le mur intérieur de la Délégation Wallonie-Bruxelles, a été proposée au public dans le cadre du « Off ».

Daniel SOTIAUX, Responsable de la Stratégie à Wallonie-Bruxelles International (WBI), et Fabienne DUMONT, Curator, ont représenté Wallonie-Bruxelles International au Dak'Art 2016.



Arébénor Bassène (en blanc) en compagnie d'Abbas Dialo, Conseiller culture et jeunesse à la Délégation Wallonie-Bruxelles

### Palmarès Dak'Art 2016 :

**Grand Prix L.S. Senghor :** Youssef LIMOU (Egypte)

**Prix du Ministre de la Culture et de la Communication :** Modupeol FADAGBA (Nigeria)

**Prix de l'OIF :** Sammy BALOJI (RDC)

**Prix spécial de l'Union monétaire Ouest africain (UEMOA) :** Arébénor Oumar Yacinthe BASSENE (Sénégal) BASSENE a été reçu en résidence à Namur en 2015 à l'invitation de Ladislav de Monge de l'asbl « Une table ronde ».

### STYLISME ET MODELISME

#### « Regards partagés »

Le Festival «**Regards partagés** », qui en est à sa 3ème édition s'est tenu à Bruxelles du 16 au 21 novembre 2015. Les deux premières éditions du festival avaient « pour but la capitalisation et valorisation de toutes les activités culturelles (danse, musique, théâtre, cinéma, arts plastiques) entre Wallonie-Bruxelles et le Burkina Faso ». (Suite page 6)



La 3ème édition s'est élargie à toute l'Afrique de l'Ouest. Le Sénégal (stylisme-modélisme) et le Bénin (design textile) y avaient été invités par Wallonie-Bruxelles international (WBI). L'objectif de WBI était « de montrer -pour le Sénégal- les créations de stylistes sénégalais qui avaient bénéficié du conseil ou de l'expertise de personnes ou d'institutions de Wallonie-Bruxelles ». Le cadre de coopération entre le Sénégal et Wallonie-Bruxelles offrait cette opportunité avec l'Institut de Coupe, de Couture et de Mode (ICCM). Après sélection, le choix a été porté sur les travaux de trois stylistes : Stéphanie

Yandé SENE, Abdou Lahad GUEYE, diplômés de l'ICCM et Mouhamet Lamine dit Sidy DIAMBOU, autodidacte.

Melle SENE a présenté des modèles féminins inspirés de la chèvre et Sidy, des modèles hommes à partir du pagne tissé, tissu traditionnel de l'ethnie sérère. Le vernissage a réuni une centaine de visiteurs qui ont beaucoup apprécié le travail des stylistes sénégalais. Le succès de l'exposition aurait été plus important n'eût été les attentats terroristes survenus à Paris et à Bruxelles qui ont eu pour conséquence l'annulation de toutes les manifestations censés regrouper des personnes.



Thierry Michel

Le Réalisateur Thierry MICHEL a participé du 15 au 21 Novembre 2015 au Festival Ciné Droit libre de Dakar pour présenter son documentaire « **L'homme qui répare les femmes** » consacré au Docteur Denis MUKWEGE. Festival très engagé, Ciné Droit libre aborde des thèmes très sensibles en présence d'un public composé généralement d'étudiants, de membres de la société civile, d'ONG. Pendant son séjour, Thierry MICHEL a animé un master class sur le documentaire de création à l'Institut supérieur des Arts et Métiers du Numérique (SUP'IMAX).

### Formation aux métiers du Patrimoine



Atelier de consolidation du mur arrière de la Maison de l'Amiral à Gorée

### RIFAD 2016

Les 2èmes Rencontres Internationales Francophones Abdou Diouf (RIFAD), auront lieu du 30 octobre au 2 novembre 2016 à Louga. Elles auront pour thème : "Francophonie, richesse de diversité et vecteur de développement durable".

Initiées et soutenues par la Province de Namur, Wallonie-Bruxelles International et l'OIF, les RIFAD, « veulent mettre la langue française à l'honneur au travers de ses différentes expressions telles que le théâtre, le conte, la poésie, la littérature, au travers d'artistes venant de différents pays francophones » et au-delà, rendre hommage à l'ancien Président du Sénégal et ex-Secrétaire général de la Francophonie, Abdou DIOUF. La première édition qui s'est tenue du 29 novembre au 02 décembre 2014 à Louga, dans un contexte particulier, avait réuni des artistes du Sénégal, du Bénin, du Mali, des Comores et de Namur.

De nombreux facteurs convergents se trouvaient réunis à Louga pour impulser ce projet de Festival international de Théâtre, de Poésie et de Conte de langue française : l'organisation du 15ème Sommet de la Francophonie de Dakar, la renommée internationale de SEM. Abdou DIOUF, fils de Louga, ancien Chef de l'Etat du Sénégal et autorité suprême d'une Francophonie à son sommet durant trois longs mandats; la venue à terme de la carrière publique d'Abdou DIOUF et l'inauguration du boulevard qui porte son nom.

Les nombreuses initiatives développées depuis plus de vingt ans à Louga par des opérateurs namurois, ainsi que l'existence de manifestations culturelles attirant des milliers de visiteurs et de touristes ne sont pas de reste : le Festival international de Folklore et de Percussions (FESFOP), le Festival de Théâtre pour Enfants (FESTEETF), le Festival international du Conte pour la Renaissance du Patrimoine culturel immatériel (FIRPI, juillet 2016), contribuent à faire de Louga un pôle international de développement culturel, touristique et socio-économique, partout cité en exemple.

Dans le cadre du projet de formations aux métiers du Patrimoine en vue de la réhabilitation de la maison de l'Amiral à Gorée- MAG », trois experts de l'Institut du patrimoine wallon (IPW) ont effectué, du 15 au 21 novembre 2015, une mission au Sénégal. Il s'agit de Vincent DUVIGNEAUD, Ir. Architecte, Responsable des relations internationales et coordinateur de la mission, Jacques de PIERPONT, expert formateur en « *chaux* » et Anselme DUTRECCQ, expert formateur en « *phytosanitaire* ».

La mission a été consacrée à la conduite de 2 chantiers écoles au bénéfice de 18 professionnels, artisans et étudiants en architecture/urbanisme provenant de la Direction du patrimoine culturel, de la Chambre des métiers de Dakar, du Centre de formation artisanale de Dakar, de la Mairie de Gorée, de l'Ordre des Architectes, du Collège Universitaire d'Architecture de Dakar.

La formation a permis de transmettre les savoirs et savoir-faire concernant les techniques de sauvetage et de consolidation des maçonneries anciennes et en particulier des anciens remparts de l'île de Gorée ainsi que les techniques de traitement des enduits et peintures (conservation, réparation, restitution). (Suite page 7)

Le premier chantier école, avec 10 stagiaires, a permis de terminer la consolidation du mur côté océan (deuxième et dernier tronçon), de colmater certaines fissures au niveau des maçonneries et de donner les premières bases nécessaires à la préparation d'enduits.

L'utilisation de la technique du coulis gravitaire avec injections et renforcements au mortier par phasage a été mise à l'honneur pour terminer la consolidation du deuxième tronçon. L'arcade de la cour intérieure au premier étage a été également consolidée.

Avec 8 stagiaires, le second chantier école a permis de traiter contre les termites (principaux agents de dégradation des bois) la moitié de la charpente de l'aile Sud (aile côté restaurant) et de poursuivre les investigations sur

les sels, autres agents importants de dégradation. L'analyse de la salinité des maçonneries permet en effet de pallier certains désordres que peuvent apporter les sels hygroscopiques.

La traditionnelle séance de clôture et la remise des attestations de formation de 2ème cycle aux 18 participants, s'est déroulée le 20 novembre 2015, à la Mairie de Gorée, en présence de M. Rémi SAGNA, Directeur de Cabinet du Ministère de la Culture et de la Communication, M. Philippe CANTRAINE, Délégué Wallonie-Bruxelles, de Mme Anne-Marie JOUGA, Adjointe au Maire de Gorée, de M. Fodé DIOP, Président de l'Ordre des Architectes Sénégalais, de Mme Soumya JALAL, Architecte à Casamémoire (Maroc) et des experts de l'IPW.

## Agriculture / Environnement

### Projet de production de Charbon de Bois Efficient et Durable (CBED) en Casamance (Sénégal)

Localisé en Basse Casamance /département d'Oussouye (Communes de Diembering et d'Oukout), le projet CBED, financé par l'Agence wallonne de l'Air et du Climat-AWAC dans le cadre du programme Fast-start-Wallonie (programme accéléré de lutte contre les changements climatiques), vise à contribuer à la réduction de la pauvreté, des gaz à effets de serre, de la désertification, par la maîtrise de la production (plantations d'espèces ligneuses) et de la consommation de bois à travers la promotion de filières pilotes d'une technologie de carbonisation (le four ADAM).

Les 11 groupements familiaux bénéficiaires du projet gèrent chacun, au sein de sa propriété foncière, une plantation de 12ha (eucalyptus principalement) intégrant des cultures vivrières (riz, arachide), et irriguée à l'aide d'un forage alimenté par une pompe solaire. Un four ADAM construit au niveau de chaque site est destiné à vulgariser une carbonisation efficiente et durable de la ressource-bois (issue des coupes périodiques).

Pour réaliser le projet, Bois-Energie Sénégal (BES) suarl, son administrateur s'est appuyé sur les partenaires institutionnels locaux que sont l'Université de Ziguinchor / département de l'agroforesterie, le Service départemental des Eaux et Forêts (SEF) et les communautés rurales de Diembering et d'Oukout. Pour évaluer et mieux recadrer le projet CBED (2013-2017), l'AWAC a commis, fin mai 2016, deux experts forestiers du Département Nature et Forêts /Service Public Wallon, Mme Sylvie MOTTE dit Falisse et M. Nicolas DELHAYE. La mission aura permis un meilleur éclairage de la situation, de l'intérêt et des impacts du projet par rapport à son environnement interne et externe, notamment :

- une meilleure visualisation du projet avec la réalisation d'une cartographie le situant par rapport à la localisation des forêts classées, rencontrant ainsi l'attente du service des Eaux et Forêts (SEF).
- l'intégration du projet dans la politique forestière nationale (besoin de bois-énergie pour les populations, moins de pression sur les forêts naturelles).
- la reconnaissance par le service national des Eaux et forêts de l'existence d'un projet de bois-énergie intégré.
- la prise en compte des craintes et recommandations du SEF concernant la diversification des espèces plantées, et la



Plantation d'Eucalyptus dans le département de Oussouye

protection et restauration d'espèces menacées ; des encouragements au perfectionnement des fours afin d'aboutir à une économie réelle en bois-énergie.

- l'impact positif du projet sur le système d'enseignement et de recherche. Le département d'agroforesterie de l'Université de Ziguinchor a encadré 3 travaux de fin d'études portant sur le volet plantation, carbonisation et marché potentiel du charbon qui sera produit.

L'Université sera impliquée dans la formation des bénéficiaires à la coupe des bois (techniques et gestion des coupes).

- un bilan complet/état des lieux de tous les sites de plantation, qui sera suivi d'une « remédiation » aux insuffisances.
- un rendement de carbonisation test (20 à 25 %) intéressant et susceptible d'être amélioré.

Au sortir de la mission, le département wallon Nature et Forêts et la Direction nationale des Eaux et Forêts ont envisagé un partenariat qui s'avère prometteur, notamment dans la cartographie et les techniques de régénération naturelle assistée (RNA).

## Thèse de doctorat en cotutelle ULG / UCAD

M. Cheikh BEYE, Chercheur à la Division Biotechnologies de l'Institut de Technologie Alimentaire (ITA, Sénégal), a présenté, en février 2016 à l'Université de Liège /Gembloux Agro-Bio Tech, une Etude des anthocyanes de l'Hibiscus sp (ou Bissap en wolof) en vue de l'obtention du grade de Docteur en Sciences Agronomiques et Ingénierie Biologique, sous l'encadrement des Professeurs Patrick FICKERS et Philippe THONART.

L'objectif principal de l'étude était de montrer que les calices d'Hibiscus sabdariffa (H. sabdariffa) pouvaient être utilisés comme matière première pour la fabrication de colorant alimentaire naturel. L'étude a également montré que les résidus des calices d'H. sabdariffa (après fabrication de colorant) pourraient être valorisés par la production de pectines destinées au marché des additifs alimentaires, d'oligosaccharides à effet pré-biotique ou de biocarburants.

### EDUCATION ET FORMATION

## L'APEFE au Sénégal : processus de Programmation 2017-2021

### 2 secteurs appuyés : pérennisation et nouveauté

Le Programme pluriannuel 2014-2016 de l'Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger (APEFE) en appui au secteur de la Formation professionnelle et technique (FPT) aborde sa phase de clôture au terme de cette année et, dans une rétrospective plus large, après deux plans triennaux précédents.

En perspective, l'intervention de l'APEFE s'envisage dans une diversification sectorielle et se concentre, d'une part, dans la FPT, tendant vers une stratégie de pérennisation échelonnée sur 2 années ; d'autre part, dans l'Entrepreneuriat féminin dans le domaine de la transformation agroalimentaire, ce secteur s'ouvrant sur la nouveauté inscrite dans une temporalité quinquennale (2017-2021).

Parvenu à sa troisième phase depuis 2008, l'enjeu de la capitalisation du programme actuel est déterminant pour tous les acquis engrangés au niveau des trois structures nationales de formation de formateurs appuyées (1. Ecole Normale Supérieure de l'Enseignement technique et professionnelle/ENSETP ; 2. Ecole Nationale de Formation en Economie familiale et sociale/ ENFEFS ; 3. Centre National de Formation des Maîtres d'Enseignement technique et professionnel/CNFMETP de Kaffrine), et permet d'assurer le transfert des compétences dans la durabilité.

Les deux secteurs d'intervention dénotent alignement et cohérence avec la stratégie nationale de développement (Plan Sénégal Emergent/PSE), projetée sur la période de 2014-2035, articulée autour de 3 axes illustrés par les mots-clés de Transformation structurelle de l'économie et de la croissance, Capital humain et Gouvernance.

En répondant à ces préoccupations de la politique économique et sociale du Sénégal sur le moyen et le long terme, nos deux secteurs s'inscrivent non pas dans la rupture, mais dans la continuité. Alors qu'autrefois elle était principalement portée par le gouvernement, la problématique de l'Insertion socioprofessionnelle (ISP), en prolongement du secteur de la FPT, devient thématique porteuse de

développement durable, notamment lorsqu'elle est vecteur de l'auto-emploi. Aussi, l'entrepreneuriat féminin au Sénégal apparaît-il opportun dans la stratégie d'appui de l'APEFE, qui n'en conserve pas moins son cœur de métier qui est le renforcement capacitaire appliqué à la diversification sectorielle.

D'autre part, ces choix stratégiques s'intègrent dans un contexte de réforme fédérale belge de la coopération au développement qui promeut synergie, complémentarité et mutualisation des ressources entre les Acteurs belges de la coopération non-gouvernementale, lesquels se divisent en deux catégories principales : les OSC, Organisations de la société civile, et les AI, Acteurs Institutionnels dont l'APEFE relève. Une analyse contextuelle commune (ACC) préalable, réunissant l'ensemble des Acteurs belges et leurs partenaires en mars-avril 2015, a jeté les bases sur lesquelles a été élaboré le Cadre stratégique commun (CSC) comportant toutes les cibles stratégiques des Acteurs qui souhaitent émarger aux subventions fédérales.

Cette volonté d'étroite collaboration caractérise la démarche conjointe de l'APEFE, de la Délégation Wallonie-Bruxelles et WBI Sud, compte tenu des champs d'intérêts qu'elles ont partagés par le passé et des projections futures.

L'orientation d'un appui accordé aux secteurs de l'Entrepreneuriat féminin et de la Formation professionnelle et technique a été concrètement validée par la note d'intention signée conjointement par le Premier Ministre du Sénégal, Mahammed Boun Abdallah DIONNE, et le Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, Rudy DEMOTTE, lors de la mission officielle de ce dernier au Sénégal, en avril 2016.





## Ateliers de planification de l'appui à l'Entrepreneuriat féminin et à la Formation professionnelle et technique

L'APEFE s'est ainsi engagée dans son processus de programmation depuis avril 2016 en menant parallèlement la formulation de ses deux programmes de soutien aux deux secteurs. Conformément à sa méthodologie de travail, l'APEFE a conservé tout au long du processus, de l'identification à la formulation, l'approche participative qui est la sienne en réunissant tous les acteurs représentatifs des secteurs, appelés éventuellement à devenir les parties prenantes ou, dans le cas de la FPT, l'étant déjà. Concernant l'Entrepreneuriat féminin, étaient présents, les acteurs institutionnels du secteur et de l'agroalimentaire, des structures publiques et privées d'appui et d'accompagnement des entreprises, des structures de financement, des acteurs de la recherche agroalimentaire et de l'agrobusiness, des structures de formation et des femmes entrepreneures du secteur privé. A l'issue de l'atelier d'identification qui s'est tenu à Saly/Mbour du 18 au 20 avril 2016, un diagnostic a permis d'identifier les forces et faiblesses de l'environnement interne du secteur, les opportunités et menaces externes. Les parties prenantes potentiellement concernées par le futur programme ont été invitées à faire ressortir leurs attentes, craintes et contributions possibles.

De cette analyse a émergé un arbre à problèmes articulé autour du manque de compétitivité de l'entrepreneuriat féminin dans l'agroalimentaire, auquel a répondu symétriquement un arbre à objectifs muni de lignes d'actions prioritaires.

Le soutien au secteur de la formation professionnelle et technique se situant dans la continuité et la capitalisation, l'étape de l'identification a été remplacée par une étude bilan de façon à dégager les axes d'intervention garantissant l'appropriation. Le 13 mai 2016, la restitution de cette étude diagnostique, tracée sur trois plans triennaux, a rassemblé les directions et services techniques du MFPA ainsi que les acteurs des projets pour déboucher sur la consolidation des acquis du programme sur les plans pédagogique, technique et managérial.

A la phase d'identification a succédé celle de la formulation (17-19 mai pour l'Entrepreneuriat féminin et 26-28 mai pour la FPT), conviant le même large panel de représentants sectoriels et permettant respectivement d'obtenir les éléments constitutifs de la planification des deux futurs programmes : cadre logique, analyse des risques, tableau des indicateurs, chronogramme des résultats avec leur appariement d'activités et sous-activités, tableau des ressources.

Chacune des étapes du processus de programmation a été sanctionnée par un atelier de validation des résultats des travaux afin de recueillir des actions prioritaires clairement définies et faisant l'objet de consensus, à la lumière des préoccupations des acteurs pour le développement des secteurs respectifs,

## Perspectives et axes d'intervention



Atelier de planification du programme d'appui  
à l'Entrepreneuriat féminin période 2017 / 2021

Les projections programmatiques, formalisées dans un dossier technique et financier, font état des axes d'intervention suivants :

• Pour le secteur de l'entrepreneuriat féminin, sur une échéance quinquennale 2017-2021 (avec projection jusque 2026), l'objectif central vise l'amélioration de la croissance des entreprises agroalimentaires féminines à travers l'efficacité du pilotage et la coordination des acteurs du secteur, le renforcement de capacités managériales et techniques des entreprises, impulsées par la gestion et le pilotage du programme. Cette intervention touchera les filières du lait dans la région de Louga, des fruits et légumes et de l'halieutique dans la région de Thiès.

• Quant au secteur de la Formation professionnelle et technique dont l'appui s'engage dans un retrait progressif étalé sur 2 années (2017-2018), la stratégie de pérennisation se concentre sur l'appropriation des acquis du programme 2008-2016. Cette stratégie opérera à travers la capitalisation des produits et processus expérimentés dans un système d'information accessible et performant, et l'accompagnement dans la conduite du changement lié à l'implantation de l'approche par les compétences et à la démarche Qualité. Hormis pour l'atelier de validation de la formulation de l'appui à la FPT qui se déroulera le 24 août prochain, le processus de planification arrive aujourd'hui à son terme dans sa dimension consultative et participative des parties prenantes et des divers acteurs. Reste la partie rédactionnelle formelle à intégrer dans le cadre inédit lié à la réforme et soumis par la Direction générale de la Coopération au Développement.

Ces étapes de l'identification et de la formulation, chaque fois confirmées par un atelier de validation, ont été largement saluées pour la haute facture des ateliers. La méthodologie toujours participative et un souci consensuel à l'égard des partenaires font le trait caractéristique de l'approche de l'APEFE dans tous ses processus de programmation.



## Séminaire national sur l'amélioration de la conception des épreuves des olympiades scientifiques



P. Delfosse et les partenaires de l'Éducation

Dans le cadre du projet d'appui à l'enseignement des sciences et de la technologie, la Coordination Nationale des Blocs Scientifiques et Techniques (CNBST), souhaitant relancer l'organisation des Olympiades scientifiques et technologiques (OST), a proposé de revisiter la conception et l'évaluation des épreuves à l'aune de la nouvelle approche pédagogique, c'est-à-dire la démarche de résolution d'énigmes scientifiques (situationnelle).

Dans cette optique, un séminaire national de formation sur l'évaluation pratique de la compétence (3ème phase) a été réalisé, du 08 au 11 décembre 2015, au bénéfice des formateurs des BST avec la participation de formateurs de l'ENSETP (Ecole normale supérieure de l'enseignement technique et professionnel), du CRFPE (Centre Régional de Formation des Personnels de l'Éducation) de Dakar, de la FASTEF (Faculté des sciences de l'éducation et de la formation), de la DFC (Direction de la formation et de la communication), de la CNBST, et de la DEMSG (Direction de l'enseignement moyen secondaire général). Le séminaire a été animé par M. Philippe DELFOSSE, Inspecteur de l'enseignement au Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'organisation de cette troisième phase du séminaire sur l'évaluation a pour objet l'amélioration des épreuves des OST en vue de leur relance. La conception d'épreuves d'évaluation pratique de la compétence est un élément important pour ancrer la démarche de résolution d'énigmes scientifiques dans les pratiques pédagogiques chez les enseignants des BST.

Le séminaire a permis aux participants de revisiter la démarche de résolution d'énigmes scientifiques, l'évaluation de la compétence, et de travailler sur la conception d'outils pertinents pour évaluer la partie pratique lors des futures OST. Vu leur niveau de maîtrise de la démarche et leur engagement, le bilan est jugé satisfaisant par l'ensemble des participants. Pour ce qui a trait aux résultats, des grilles pour l'évaluation pratique de la compétence ont été produites dans les quatre disciplines (sciences de la vie, sciences physiques, économie familiale et sociale, éducation technologique), un nouveau canevas de déroulement des



OST a été proposé pour prendre en charge les innovations introduites, et des fiches de Travaux Pratiques ont été élaborées en vue d'accompagner les enseignants des BST dans la mise en œuvre de ces activités.

Par ailleurs, pour pallier à l'abandon progressif des expérimentations observées dans les enseignements (ce qui démotive les apprenants), les animateurs de la CNBST vont renforcer, à travers les cellules pédagogiques, le manque de formation initiale de certains professeurs des BST, qui est à l'origine de ce problème.

Le Pr. Jean Marie DE KETELE, Président du Conseil scientifique international du CNPEST, a, quant à lui, effectué une mission du 6 au 13 décembre 2015 pour superviser les travaux de rédaction du Guide méthodologique de l'enseignement des sciences et de la technologie, ouvrage qui capitalise l'ensemble des travaux et séminaires menés depuis une dizaine d'années sur cette problématique en collaboration avec l'Académie des Sciences et des Techniques du Sénégal et le CNPDEST, depuis près d'une décennie.

Il a par la même occasion participé comme paneliste à la 2ème Conférence de l'AEMASE (African-European-Mediterranean Academies for Science Education) organisée par l'Académie des Sciences et Techniques du Sénégal.



### Éducation et Francophonie : inauguration de l'IFEF à Dakar

A l'occasion de la réunion du comité de pilotage de l'IFADEM/OIF en octobre 2015 à Dakar, Mme Michaëlle JEAN, Secrétaire général de la Francophonie, a procédé à l'inauguration de l'Institut Francophone de l'Éducation et de la Formation (IFEF) après la décision prise de l'implanter au Sénégal.

La cérémonie s'est déroulée sous la présidence effective du Président Macky SALL, en présence également de Mme Alice ALBRIGHT, Directrice du Global Partnership for Education (GPE), et des représentants de pays membres de l'OIF.

M. Alain VERHAAGEN, Directeur de la Francophonie à WBI, y représentait la Fédération Wallonie-Bruxelles. Au nombre des quatre premiers contributeurs de la Francophonie depuis que celle-ci a vu le jour, Wallonie-Bruxelles est le premier de ses contributeurs par tête d'habitant.



## Initiative francophone de formation des maîtres à distance (IFADEM) - programme Sénégal.

Dans sa phase pilote, IFADEM-Sénégal vise à renforcer les capacités de 500 instituteurs adjoints (niveau élémentaire), titulaires du CEAP, et issus des académies de Kaolack (250) et Fatick (250) par le biais de tuteurs formés à l'application de livrets pédagogiques. La sortie de la première promotion est prévue pour fin de cette année.

Dans sa démarche soutenue de mise en synergie des initiatives dans le secteur de l'éducation de base, le délégué CANTRAINE est allé, en début février 2016, à la rencontre de M. Mohamed Moustapha DIAGNE, Directeur de la Formation et de la Communication au Ministère de l'Éducation nationale, et de Mme Aïssatou Léna SENE, son adjointe, pour s'enquérir de l'état d'avancement du projet IFADEM dans le pays. Ces deux interlocuteurs de choix sont respectivement Secrétaire exécutif et point focal d'IFADEM-Sénégal.

Dans le même esprit, M. CANTRAINE s'est rendu à Kaolack en fin février, encourager le partenariat existant entre la Haute Ecole Libre Mosane (HELMO), représentée par M. Damien QUITTRE, formateur au Département pédagogique de HELMO accompagnant 10 jeunes élèves-instituteurs belges en fin de formation, et le Centre de formation du personnel de l'éducation (CRFPE) de Kaolack, représenté par M. Ibrahima THIAO, Directeur du CRFPE, et M. Alioune Kane SECK, Chef du département élémentaire et préscolaire du Centre.

Inspecteur de l'Éducation et de la Formation, ce dernier assure le dispositif de formation IFADEM en région. L'APEFE contribue au déploiement de l'initiative en mettant à disposition un expert en la personne de Madame Annick ENGLEBERT, linguiste à l'Université Libre de Bruxelles.

Le Délégué a plaidé auprès de ses hôtes en faveur de la vulgarisation du livret de l'enseignant n°6 - Education au développement durable de l'IFADEM, dans les écoles de la zone d'action des projets soutenus par WBI et l'AWAC (Agence wallonne Air et Climat), comme le projet de conservation et de restauration de la mangrove à Fatick et le projet de reboisement porté par l'ONG Nebeday à Toubacouta. Une telle initiative serait, en effet, d'un impact considérable dans l'éducation environnementale des enfants et la formation in situ de leurs maîtres.

## FRANCOPHONIE

### QUINZAINE DE LA FRANCOPHONIE

Comme les années précédentes, la Délégation Wallonie-Bruxelles a participé à la Quinzaine de la Francophonie (17 mars – 30 avril 2016) à travers des activités aussi diverses que proches des personnes et des familles.

## Remise des prix du Concours scolaire Philippe Senghor

Activité lancée en 2006 à l'occasion de « l'Année Senghor » le concours scolaire Philippe Senghor « vise à solliciter l'imaginaire d'élèves francophones du dernier cycle de l'enseignement élémentaire en leur demandant de faire œuvre de création et d'inventivité, par l'écrit et par l'image, en poursuivant un récit commencé par un écrivain (ou une écrivaine) notoirement connu (e) en Francophonie. » La cérémonie de remise des prix pour l'édition 2015-2016 a eu lieu le 30 mars 2016, au Lycée français Jacques Prévert de Saly sous la présidence du Directeur de la Francophonie du Sénégal, Président du Groupe des Amis de la Francophonie (GAF), du Délégué Wallonie-Bruxelles et de représentants diplomatiques signalés en présence de Mme Colombe Anouilh d'Harcourt, initiatrice du concours. La Délégation Wallonie-Bruxelles a offert un lot de prix constitué de bandes dessinées, de sacs à dos, de stylos et de T-shirts.

### Caravane des 10 mots. Nuit du Slam

Avec le soutien de la Délégation Wallonie-Bruxelles, une activité intitulée « La Nuit du Slam » a été organisée cette année dans le cadre de la Caravane des 10 mots au sein de la Quinzaine de la Francophonie, par le comédien, metteur en scène et formateur Pape Meïssa GUEYE, Directeur de la Compagnie Théâtre de la rue et Président du Festival International des Arts de la Scène (FIAS). Il s'agissait, pour les populations de Guédiawaye, tous âges confondus, de s'approprier la langue française par l'utilisation de dix mots choisis, travaillés en atelier regroupant dix participants (théâtre, musique, arts plastiques, slam). La Délégation Wallonie-Bruxelles a commandité « La Nuit du Slam » du 09 avril 2016 à 20 heures au Centre Hip Hop, animé des artistes Matador, Le Duo, Cheikh Salam Lyrical Ness, Paa Araa, Ada J Jewrigne, Bill Barkham, Samira Francky, Thialé et Ben Ousmane en présence du Délégué Philippe CANTRAINE.

### Concours des 10 mots de la Francophonie

Activité d'écriture et d'illustration artistique autour des 10 mots choisis par les organismes francophones de politique et d'aménagement linguistique, ce concours organisé par la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernement de la Francophonie (Confemen) est destiné aux élèves des écoles primaires et secondaires des pays membres. « *Chafouin, fada, poudrerie, dépanneur, lumerotte, dracher, vigousse, ristrette, tap-tap, champagné* » sont les dix mots utilisés dans des pays francophone et sur lesquels les élèves ont travaillé. La cérémonie a eu lieu le 15 avril 2016 à l'Amphithéâtre de l'UCAD II de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. La Délégation Wallonie-Bruxelles a contribué au succès de la cérémonie de remise des prix aux lauréats de la 11<sup>ème</sup> édition du Concours des 10 mots de la Francophonie en offrant de nombreux cadeaux.



## Randonnée pédestre



En début de matinée du 10 avril 2016, quelques membres du personnel de la Délégation Wallonie-Bruxelles ont participé, aux côtés du Délégué Wallonie-Bruxelles et de son épouse, à la randonnée pédestre du Groupe des Amis de la Francophonie (GAF), sur un parcours de 8 km dans la ville de Dakar.

Les participants ont marché sous le thème : **"Marchons pour les mots qui rassemblent"**, équipé de blouson, chaussures, T-shirt et casquette fourni par le Secrétariat général de la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports des Etats et gouvernement de la Francophonie (Confejes).

## CULTURES URBAINES

Les autorités sénégalaises ont décidé d'accorder une subvention de 300.000.000 Fcfa (457.347 €) aux cultures urbaines. La Délégation Wallonie-Bruxelles a participé, à l'invitation du Ministre de la Culture et de la Communication, à la Journée de réflexion sur la gestion de cette subvention. Notre coopération accorde un intérêt particulier au mouvement hip hop sénégalais. Raison pour laquelle, l'expérience entre le Sénégal et Wallonie-Bruxelles dans le domaine du Hip Hop a été appelée à contribution avec le Projet « **Carrefour de ressources hip hop Bruxelles-Dakar** » porté par l'Association AFRICULTURBAN à Dakar et l'Asbl LEZARTS URBAINS à Bruxelles. Une occasion pour rappeler les échanges réguliers entre les deux associations qui ont permis d'inscrire ce projet dans l'Accord de coopération qui lie le Sénégal et Wallonie-Bruxelles. Les deux partenaires mènent, depuis une dizaine d'années, un travail de promotion du mouvement hip hop et des cultures urbaines entre la Belgique et le Sénégal, au travers de multiples activités structurantes couvrant toutes les disciplines artistiques représentées dans le hip hop : concerts, expositions, ateliers de formation, festivals, danses, performances, rencontres professionnelles,...



Inauguration de la fresque par le M-P Demotte

Pour valoriser les relations entre le Sénégal, Wallonie-Bruxelles et la Francophonie d'une part, et soutenir les cultures urbaines d'autre part, le Délégué Philippe CANTRAINE a fait réaliser, par DOCTA, une fresque sur le mur de la terrasse de la Délégation Wallonie-Bruxelles. Intégrée dans le double contexte de la Quinzaine de la Francophonie et du « Off » de la Biennale internationale de l'Art africain contemporain, Dak'Art 2016, la fresque a été inaugurée le 13 avril 2016 par M. Rudy DEMOTTE, Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles en visite officielle au Sénégal. Le duo de slameurs ZEINIX et SALL NGARY ont animé la cérémonie.

## Qui est Docta ?



Amadou Lamine NGOM dit Docta a rejoint le mouvement hip hop depuis 1984 comme danseur d'abord, puis rappeur, slameur et graffeur. Il est, avec sa structure le « Doxandem Squad », le précurseur du graffiti au Sénégal depuis 1988. Il a créé sa propre ligne de vêtement appelée « Docta wear ».

Dessinateur de talent, personnage atypique (teint noir, 1,70m, dreadlocks noués toujours sous un foulard) Docta a découvert le graffiti dans les magazines spécialisés du mouvement hip hop. L'opération « SET SETAL » (Etre propre et rendre propre) lancé par le mouvement « Navétanes » (activités sportives et culturelles initiées à Dakar puis étendues à tout le Sénégal) lui a donné l'occasion, avec son ami Matador (Président de l'Association Africulturban), de démarrer, avec ses propres moyens, des actions sociales et citoyennes pour maintenir la société propre. Il s'agissait pour lui de rafraîchir les murs des quartiers de Dakar et de sa banlieue avec de belles fresques empreintes de symbolisme et de messages sur des thèmes comme la santé, l'environnement etc. Il s'est investi de la mission « **d'apporter les remèdes dont a besoin la population pour soulager ses maux** » (extrait de sa biographie). Entre autre, un moyen pour lui de combattre la saleté et de sensibiliser les populations sur la nécessité de rendre l'environnement vivable. Par la suite, il a lancé son Festival international de Graffiti le « FESTIGRAF » dont la 7ème édition s'est tenue cette année à la Maison de la Culture Douta Seck de Dakar. Avec cette activité, Docta a pu bénéficier de dons de diverses natures, redistribués aux populations. Dans son programme de soutien au mouvement hip hop, Wallonie-Bruxelles International (WBI) a pris en charge le transport international du participant béninois au Festigraff 2016. Docta est partenaire d'Africulturban dont de nombreux membres sont ses amis d'enfance.



Rencontre avec l'ONG « Green Sénégal » et l'association

Du 9 au 14 décembre 2015, Danielle MOREAU et Rime MOURTADA, du département de la coopération bilatérale indirecte de Wallonie-Bruxelles International, ont effectué une mission au Sénégal. La mission visait le suivi de projets bénéficiant d'un soutien de WBI à travers les initiatives d'ONG partenaires de Wallonie et de Bruxelles, les organisations syndicales de travailleurs, les pouvoirs locaux et les Hautes Ecoles. Les projets visités concernaient la promotion de la santé et la sécurité au travail des femmes dans le secteur de la transformation de produits de la mer à Mbour ; la formation professionnelle et le développement d'écoles de métiers à Ndiagianiao et à Fissel ; l'appui à la création d'un centre de référence interdisciplinaire à Thiès (Institut National d'Education et de Formation des Jeunes Aveugles) et la transformation et la valorisation de la noix de cajou à Thiénaba. Les collègues de WBI ont également pu rencontrer des représentants du CONGAD (le Conseil des Organisations Non Gouvernementales d'Appui au Développement) et de la FONGS (la Fédération des ONG du Sénégal).

## Appels à projets de la coopération indirecte 2016

WBI a lancé 2 appels à projets relatifs à son Programme de cofinancement de projets de la coopération décentralisée dans les pays en développement. Les destinataires sont les ONG de Wallonie-Bruxelles, d'une part, et d'autre part, des pouvoirs subordonnés de la Région wallonne, des organisations wallonnes représentatives des travailleurs ou des agriculteurs, des mutualités de WB, et des établissements d'enseignement supérieur membres de l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur (ARES, Fédération Wallonie-Bruxelles, Belgique). Les 2 appels ont été clôturés le 11 juillet 2016.

## Protection de l'Enfance

### Des échanges soutenus de haut niveau en matière de protection de l'enfance



MM. B. De Vos, M. Diakhaté, Ph. Cantraine, D. Rihoux et Th. Verdeyen à la Délégation Wallonie-Bruxelles

Avec le soutien de Wallonie-Bruxelles International (WBI), Mme Ramatoulaye NDAO DIOUF, Directrice de la Cellule d'Appui à la Protection de l'Enfance (CAPE) et Conseillère du président de la République, Monsieur Mamadou DIAKHATE, Directeur du Centre de Formation Judiciaire (CFJ), et Monsieur Madiena Bakoum DIALLO, Directeur adjoint, se sont rendus à Bruxelles du 10 au 18 mai 2016 à l'invitation des associations de protection de l'enfance La POMMERAIE (Faux-Les-Tombes) et L'AMARRAGE (Braine l'Alleud), où ils ont été accueillis par leurs directeurs respectifs, Denis RIHOUX et Thierry VERDEYEN. Cette importante mission était réalisée dans le cadre du « projet 8 » Renforcement de la

Protection juridique des mineurs (RPJM) de l'Accord de coopération, projet de longue durée débuté dès 2001, sorti renforcé encore de son évaluation de décembre 2015 et de l'apport des ressources nouvelles apportées par les deux associations.

Cette visite de haut niveau venait poursuivre les échanges de vues en cours entre les intervenants sénégalais et le Délégué Général aux Droits de l'Enfant de la Fédération Wallonie-Bruxelles, accueilli du 6 au 11 mars à Dakar, accompagné des partenaires belges du projet RPJM en présence du Délégué Wallonie-Bruxelles. Monsieur DE VOS avait alors exposé à ses hôtes le rôle et les missions du Délégué Général aux Droits de l'Enfant en

Belgique, rencontré la DESPS en charge du texte à l'étude relatif à la création, au Sénégal, d'un poste de Défenseur des enfants. La CAPE et le comité technique du RPJM avaient été de même rencontrés.

M. DEVOS a également été reçu par la Commission des lois

de l'Assemblée nationale qui a pu prendre connaissance du statut du DGDE. Enfin, à Saint-Louis, cette visite riche de contacts et d'échanges s'est terminée sur une rencontre avec des associations du réseau COSAED et de son porte-parole et coordonnateur M. Moussa SOW.

## Enfants faux talibés, enfants esclaves



Mme Néné Camara (Marie-Pierre Decocq) et M. Bernard DE VOS, Délégué général aux Droits de l'Enfant de la FWB

En mars 2016, Action Sénégal a adressé à l'Association des Maires du Sénégal (AMS) un courrier pour sensibiliser ces Autorités de proximité à la problématique et les encourager à suivre l'exemple des Maires de la Médina et de Colobane (interdire la mendicité en la différenciant de l'aumône qui se pratique dans le respect des traditions religieuses).

En juillet 2016, Action Sénégal a remis aux Autorités sénégalaises les plans des banlieues de grandes villes du Sénégal y recensant les daaras clandestins, leur nombre, le nombre d'enfants par unité, la provenance de ces enfants. En cette fin juin / début juillet, le travail concernant Rufisque, Yeumbeul, et Guédiawaye, a été réalisé, ainsi qu'un travail similaire concernant les localités de Nouro Madiw, Sinthiou Djambo, Ngaole, Diawara, dans la région de Podor.

Pour l'exemple, à Guediawaye, sur une portion de 2 km<sup>2</sup>, subdivisée en 12 quartiers, ont été recensés 2.451 enfants pour 42 daaras. Pour la totalité du territoire de Rufisque, on compte environ 60 000 enfants. Yeumbeul, sur 19 daaras, en compte 1078. A Podor, sur 8 daaras, enquête indique 635 enfants.

A Saint-Louis (pour une partie de Pikine), sur 3,75 km<sup>2</sup>, 115 daaras clandestins ont été recensés, totalisant 4068 enfants.

Sur ces 115 daaras clandestins, 1 seul est vert – 114 sont rouges (code des couleurs établi en concertation avec la CAPE). A Sor-Pikine, ont été recensés 514 daaras clandestins. Contrairement à une idée très répandue, la plupart des daaras sont occupés par des enfants sénégalais. Ainsi, sur les 115 daaras de Saint-Louis/Pikine, 10 daaras sont occupés par des guinéens, 3 par des gambiens et 102 daaras par des Sénégalais.

Action Sénégal sensibilise d'ores et déjà, par le recours à des Kamishibaïs, les villages de brousse dans les 5 pôles principaux d'où proviennent les enfants esclaves depuis 8 ans. Ce mois de juillet, l'association a quadrillé la région de Podor où une équipe sensibilise les populations. Le prototype de kamishibaï utilisé est disponible pour les associations qui désiraient utiliser cet outil pédagogique pour un travail de sensibilisation. [Facebook/\(asbl\) Action Sénégal Belgique](#).

Pour ceux dont il est possible de retrouver leur famille, il n'est pas excessivement difficile de réintégrer les enfants dans leur village d'origine. Les cas difficiles sont ceux des enfants retirés de leur famille à l'âge de 3 ou 4 ans, qui ne se souviennent plus du nom de leur village et de leurs parents.

Action Sénégal, qui reçoit le soutien de SEM. Abdou DIOUF, ancien Président de la République, et dont le Parrain de cœur est l'acteur Dany BOON, dispose d'un centre d'accueil à Saint-Louis (bain, soins de santé, activités ludiques, artistiques et sportives). L'association a pour projet d'ouvrir un second centre en 2017 pour développer l'action éducative et sanitaire de même que la réinsertion socio-professionnelle.

Un projet de réinsertion sociale via le sport (roller) au centre d'Action Sénégal reçoit la collaboration d'Éric TORRES, 3 fois champion d'Afrique.

L'achat d'équipements au profit de Thienel Sakhobe et les villages voisins a pour but d'augmenter les récoltes de riz/mil/maïs pour plus de 75 hectares de cultures et soutenir les cultures maraîchères des femmes. Le problème de l'exode urbain des faux marabouts et des enfants est, en effet, étroitement lié aux insuffisances de l'agroalimentaire dans les campagnes.



## De l'exclusion sociale à la protection sociale !

Durant une semaine, les représentants du réseau international, Dynamo International – Street workers Network, des travailleurs sociaux de rue de 50 pays ont fait état de leurs observations et des constats issus de leur expérience terrain, tout en dégagant une analyse permettant de tirer des conclusions et de perspectives.

Parmi les 50 pays membres du réseau, 19 pays étaient représentés lors de cette réunion internationale de 2016 à Rufisque : la Belgique, le Portugal, l'Espagne, les Pays Bas, la Finlande, la République Démocratique du Congo, le Canada, les USA, le Mexique, la Bolivie, le Brésil, les Philippines, le Burkina Faso, la Gambie, l'Autriche, la France, Haïti, et bien sûr le Sénégal.

Le thème de l'exclusion sociale, repris cette année, est particulièrement d'actualité dans tous les pays participants. En effet, « jamais les phénomènes d'exclusion sociale et les discriminations n'ont été aussi forts pour les populations les plus fragilisées ». Ces discriminations et stigmatisations sont de même nature tant dans les villes du Nord que dans les villes du Sud. Les frontières du développement traversent toutes nos métropoles avec une augmentation croissante des exclus, qui, pour une partie, se retrouvent dans la rue.

Pour les pays en voie de développement, il s'agit d'instaurer de toute urgence des systèmes de protection pour les plus démunis afin d'éviter le piège de l'exclusion.

On n'insistera jamais assez sur les « conséquences de cette exclusion sociale au quotidien ». Ceux qui y sont soumis de manière permanente ont de fortes chances de développer des réactions violentes centrées sur eux-mêmes (suicide, drogue, ...) ou vers autrui telle la préoccupante progression des comportements extrêmes comme le radicalisme, point qui fait particulièrement écho à l'actualité en Belgique et dans de nombreux pays, y compris musulmans, touchés par la vague de terrorisme actuelle. « L'exclusion sociale doit être combattue par les autorités compétentes en favorisant la mixité sociale et culturelle, la gestion des conflits basée sur l'écoute et l'interaction afin d'aller vers plus d'intégration sociale ».

La semaine de travail a donc porté sur les liens entre ces différents paramètres. En partant de la réalité de la rue, de l'expérience de terrain des travailleurs sociaux de rue à l'échelle locale, partout dans le monde, il s'est agi d'élaborer ensemble des recommandations, des pistes de résolution pour promouvoir la protection sociale.

La journée du vendredi 1er Juillet organisée par le COSAEED a eu pour objectif de diffuser officiellement les décisions prises lors de cette semaine fructueuse. Avec le

soutien actif du Directeur de cabinet du Ministre de la Femme, de la Famille et de l'Enfance et du Délégué Wallonie-Bruxelles à Dakar.

Parmi ces recommandations destinées aux 50 pays partenaires, nous citons :

- Reconnaissance du statut professionnel/juridique du travailleur social de rue,
- Implication étatique et plus grande volonté politique dans le processus de protection de l'enfance,
- Reconnaissance et facilitation de l'implémentation institutionnelles, de la prise en charge et de l'intervention communautaire traditionnelle en tant qu'outil autochtone de protection sociale,
- Réévaluation de l'approche socio/juridique basée sur la répression sociétariaire et donc intégration d'un programme éducatif, basé sur le développement individuel, sur l'existence de perspectives futures et sur la responsabilisation personnelle vis-à-vis de la société,
- Renforcement de la synergie entre acteurs dans la prise en charge et la protection des personnes en situation d'exclusion,
- Elaboration d'une politique spécifique d'éducation et de réinsertion des personnes en situation de détention,
- Institution au sein des collectivités locales de bureau de protection de l'enfant avec une allocation de ressources conséquentes,
- Intégration dans la réforme du code pénal et du code de procédures pénales des situations spécifiques aux enfants de la rue.



De gauche à droite : MM E. De Boeve, Dynamo International, Kh. Mbodj, Directeur de Cabinet MFFE, Ph. Cantraine, Délégué et M. Sow, COSAEED



Mme Céline FREMAULT, Ministre en charge des Relations internationales de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale (COCOF) a terminé sa visite officielle, entamée au Bénin, par un séjour au Sénégal. Forte de sa compétence au sein de la Région bruxelloise et de la COCOF, en matière d'Aide aux personnes et aux Personnes handicapées, la Ministre était à la tête d'une délégation composée de M. Laurent ACKEN, son Directeur de Cabinet adjoint, M. Julien MILQUET, Conseiller en Relations internationales et Action sociale, Mme Morgane DELFOSSE, Cellule de Communication, Mme Mylène LAURANT, Attachée principale au Service public francophone bruxellois, M. Réginald BEYAERT, Directeur général de l'Institut Royal pour Sourds et Aveugles (IRSA), M. Jean PRZYKLEK, Expert à l'Asbl Alpha-Signes.

Les visites de la Ministre FREMAULT dans deux pays de la Sous-Région Afrique de l'Ouest étaient motivées par les relations de coopération que la COCOF entretient à travers des projets à portée sociale et dans le domaine de la coopération décentralisée. Au Sénégal, la Ministre a accordé un intérêt particulier à deux établissements chargés de dispenser un enseignement inclusif, à même d'offrir aux enfants un avenir. Il s'agissait, d'une part, des enfants sourds muets à Dakar, pris en charge par « l'Ecole Renaissance des sourds » et par le Centre verbo-tonal ; d'autre part, des enfants pris en charge par l'Institut national d'Education et de Formation des Jeunes Aveugles (INEFJA) de Thiès. Ces deux derniers établissements sont dans le dispositif du Ministère de l'Education nationale du Sénégal.

La visite à l'Institut National d'Education et de Formation des Jeunes Aveugles (INEFJA) de Thiès a permis à Mme FREMAULT et à sa délégation d'évaluer les résultats atteints pendant l'exécution du Projet 11 des Programmes de travail 2009-2011 et 2012-2014 entre le Sénégal et Wallonie-Bruxelles, soutenu par la COCOF : « Appui à la mise en place de l'enseignement intégrateur dans la région de Thiès et de Dakar par le soutien aux enseignants ». Après la visite des infrastructures et un contact avec les pensionnaires de l'Institut, M. Mansour NDIOR, Directeur de l'INEFJA a remercié la Ministre, salué le soutien de la COCOF et l'intervention d'opérateurs bénévoles belges dans la lutte contre l'exclusion sociale des jeunes handicapés visuels sénégalais. A la suite du Directeur, le Coordonnateur du projet a fait état des résultats en fonction des objectifs fixés : formation des enseignants, dotation en matériel et intégration des élèves dans les établissements secondaires de la ville de Thiès. Le cycle des 8 formations prévues a été mené à terme. Mis à part la création de centres d'accueil pour les bacheliers handicapés au sein des universités sénégalaises et l'ambition de faire de l'INEFJA un centre pilote de référence au niveau régional, tous les autres

objectifs spécifiques ont été atteints. Si la Ministre s'est félicitée de l'engagement de l'équipe pédagogique de l'INEFJA, elle a également plaidé auprès du Ministère de l'Education nationale en faveur d'une mobilisation politique plus forte au bénéfice de l'Institut, proposant de réfléchir à une réorientation du projet.

La journée du 20 mai 2016 a été consacrée à la coopération décentralisée. Dans la matinée, Mme FREMAULT a visité à Mbour, ville jumelée à Molenbeek, une école maternelle, un centre artisanal de handicapés moteurs, une exposition de produits locaux par des femmes transformatrices de fruits et légumes. Une occasion pour le Maire de Mbour, et pour le Préfet du Département, de confirmer l'apport considérable des aides bruxelloises à leur ville dans les domaines de la santé, de l'éducation et du développement local.

Dans l'après-midi, c'était au tour du Maire de Grand Dakar accompagné du Conseil municipal d'accueillir, à la Mairie, la délégation de la Ministre FREMAULT. La visite a porté sur les projets réalisés dans le cadre du partenariat dynamique tissé par la commune de Grand-Dakar et celle de Berchem Sainte-Agathe, notamment une classe réhabilitée de l'Ecole primaire Issa, le centre de santé, l'unité de transformation de fruits et légumes, gérée par des femmes handicapées, et les problèmes d'assainissement (eaux usées) du quartier Taïba.



De gauche à droite : Mme FREMAULT, M. CANTRAINE,  
M. BEYAERT à l'INEFJA de Thiès



## La Wallonie et le Plan Sénégal Emergent (PSE)

Wallonie-Bruxelles International (WBI), et singulièrement la Délégation Wallonie-Bruxelles à Dakar, ont participé, dès le lancement, en 2013, de l'initiative du Plan Sénégal émergent (PSE), aux travaux du groupe des Partenaires techniques et financiers (PTF) chargés d'appuyer techniquement le gouvernement sénégalais durant tout le processus d'élaboration de ce plan.

Les Autorités sénégalaises considérant le PSE comme leur nouvelle stratégie à 20 ans pour un Sénégal émergent (2015-2035), la préparation de la CMP 2017-2019 sera la première occasion officielle de proposer notre appui à cette stratégie nationale en portant notre intervention sur l'axe 2, c'est-à-dire celui du renforcement des capacités.

Les prémices de notre appui au PSE ont pris corps au sein de notre intervention auprès du Ministère de la Formation professionnelle, de l'Apprentissage et de l'Artisanat dont le Ministre Mamadou TALLA a également la tutelle sur les instituts d'accueil de l'APEFE.

Pour l'APEFE et compte tenu des résultats satisfaisants atteints auprès de ce ministère, depuis 2012, l'intervention se portera dès 2017 dans l'entrepreneuriat féminin et dans le domaine de la transformation agroalimentaire.

Outre ce partenariat solide avec le Ministère de la Formation, de l'Apprentissage et de l'Artisanat, d'autres de nos partenariats seront amenés à répondre au PSE dans le cadre de la prochaine CMP (février 2017), notamment pour ce qui a trait à la formation professionnelle dans les PME et les incubateurs d'entreprises jeunes, en profitant notamment du fait que le PSE introduit une nouvelle modalité à finalité professionnelle : la validation des acquis de l'expérience (VAE).

Enfin, l'innovation technologique reste également dans nos champs d'intérêt dans le PSE, comme récemment auprès de l'Académie Nationale des Sciences et des Techniques du Sénégal (ANSTS) qui abritait en février dernier le Forum africain de la Science et de la Technologie pour le Développement (FastDev) sur le thème de l'employabilité des jeunes, où le Délégué est intervenu.

A propos de la représentation des entreprises wallonnes au Sénégal, BIA et SEBELINVEST sont présentes depuis plusieurs années au Sénégal où elles se sont distinguées dans leurs secteurs respectifs : équipements et logistique

des mines et habitat social. Cependant, ces deux dernières années, avec l'avènement du PSE, on note un regain d'intérêt de la part des entreprises wallonnes pour les secteurs industriels. Ainsi la Compagnie Industrielle des Fibres Sénégal S.A (du Groupe CIF S.A /Maroc et Semoulin Packaging/ Belgique), fabricant de sacs en polypropylène tissé s'est implantée en 2015, et a conquis déjà une part de marché remarquable dans le secteur. Ces emballages sont venus répondre à une faiblesse caractérisée dans le conditionnement des produits agricoles.

Répondant aux objectifs du PSE, deux entreprises wallonnes du secteur du transport ferroviaire DAXY et ITB-TRADETECH ont ouvert des succursales à Dakar en vue de participer au projet de réhabilitation de la ligne ferroviaire Dakar-Bamako (1500 km) et celui de la construction du TER (Train Express Régional) qui reliera Dakar au nouvel aéroport de Diass.

Plus globalement, le Sénégal est actuellement le 97ème marché d'exportation de la Wallonie. Au total, les exportations wallonnes vers le Sénégal représentaient en 2015 un montant de 8,32 millions d'€.

Près de 80 % de ces exportations sont liées aux performances des 4 secteurs suivants :

- industries chimiques et pharmaceutiques (surtout les vaccins) : 40,8 % du total ;
- machines et équipements mécaniques, électriques et électroniques : 16 % du total ;
- produits alimentaires : 11,3 % du total ;
- produits du règne animal : 9,9 %.

Selon la banque de données de l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers (AWEX), 201 sociétés wallonnes disent exporter vers le Sénégal et 386 entreprises s'intéressent à ce marché sans y être directement actives.

La dernière mission économique organisée au Sénégal s'est déroulée en 2015. Parmi les 16 sociétés belges y participant, 13 d'entre elles étaient des entreprises wallonnes. Les secteurs généralement les mieux représentés dans les missions économiques sont les secteurs de l'Eau, du BTP (construction) et du traitement de déchets.

### Jeunes entrepreneurs francophones



Dans le cadre de la Quinzaine de la Francophonie, la CONFJES, en collaboration avec le Groupe des Amis de la Francophonie (GAF) et le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles, a organisé la « Journée de l'entrepreneuriat des Jeunes » à la Maison de la culture Doua Seck sur le thème : « Osons entreprendre ». Une vingtaine de jeunes entrepreneurs y ont exposé leurs projets et produits, relevant de divers secteurs (agro-alimentaire, confection-habillement, TIC et environnement). Lors de sa visite officielle au Sénégal, en avril 2016, M. Rudy DEMOTTE, Ministre Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles, sur l'initiative de la CONFJES, a reçu cinq de ces jeunes bénéficiaires du PPEJ, accompagnés du coordonnateur du réseau francophone (OIF) des jeunes entrepreneurs. Ces derniers ont pu lui présenter l'état d'exécution de leurs projets que la FWB finance à travers le PPEJ, depuis le XVème Sommet de la Francophonie, tenu à Dakar en 2014.

**04/11/15** ■ Réception célébrant le « 27 Septembre », Fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles au Musée Léopold Sédar Senghor. En présence de M. Philippe COURARD, Président du Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, de sa délégation et du Président de l'Assemblée nationale du Sénégal.

**Du 09 au 11/12/15** ■ Mission au Sénégal de M. Etienne GILLIARD, Directeur des Relations Internationales de la Fédération Wallonie-Bruxelles, dans le cadre de la réunion des ministres membres du Bureau de la CONFEMEN.

**18/12/15** ■ Inauguration de l'Ecole Abdou DIOUF (ex. Emile SARR, ex. Brière de L'Isle, école primaire du Président A. Diouf, dont la Ville de Liège a contribué à la réhabilitation) sous le patronage du Ministre de l'Éducation nationale, M. Serigne Mbaye THIAM, du Maire de Saint Louis, M. Amadou Mansour FAYE, en présence du Président Abdou DIOUF, de son Conseiller personnel, M. Ousmane PAYE, actuellement ambassadeur du Sénégal au Canada, de M. Tharcisse URAYENEZA, Directeur du BRAO, représentant Mme Michaëlle JEAN, Secrétaire générale de la Francophonie, de Mme Marie-Louise AKONDJIA et des membres du CADO.

**Du 27/09/15 au 01/10/15** ■ Tournée numérique à Dakar de l'équipe gagnante du Hackxplor de l'Audiovisuel composée de : Salma EL-SALAMI (Maroc), Zoé FORTIER (Canada), Cynthia NAGGAR (Canada), Nabil SAHIFA (Maroc) et Boris KRYWICKI (jeune journaliste belge).

**05/10/15** ■ Inauguration de l'IFEF à Dakar au King Fahd Palace, sous la présidence effective du Président Macky SALL, de Mme Michaëlle JEAN, Secrétaire Générale de la Francophonie, accompagnée de Mme Rajae ESSEFIANI, Conseillère en Education, de Mme Alice ALBRIGHT, Directrice du GPE. La Fédération Wallonie-Bruxelles était représentée par M. Alain VERHAAGEN, Directeur Francophonie.

**Du 12 au 13/10/15** ■ Conférence AEMASE II (African-European-Mediterranean Academies for Science Education) à l'hôtel Ngor Diarama. Présence du Pr Jean-Marie DE KETELE et du Délégué Wallonie-Bruxelles.

**17/11/15** ■ Forum africain de la science et de la technologie pour le développement (FastDev), organisé par le Pr Ahmadou Lamine NDIAYE, Président de l'ANSTTS. Participation de la Délégation Wallonie-Bruxelles.

**Du 22 au 28/11/15** ■ Mission au Sénégal de M. Francis GUYON, Administrateur de programme APEFE et de deux agents de la DGADI du Ministère de l'Agriculture (Burkina Faso), partenaires des projets «Agriculture irriguée» et «Grande Muraille Verte ».

**24/11/15** ■ Participation de la Délégation Wallonie-Bruxelles à la Table ronde «15 ans de partenariat pour la conservation et la gestion de Saint-Louis, site du patrimoine mondial» à l'UNESCO-BREDA.

Présence de la Délégation au Symposium International «Quels nouveaux mécanismes de financement de la science, de la technologie et de l'innovation en Afrique?» organisé par l'Académie des sciences et Techniques du Sénégal au King Fahd Palace, sous l'égide du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.

**Du 01 au 07/02/16** ■ Echange entre la Délégation Wallonie-Bruxelles, les autorités de Molenbeek et de Mbour dans une perspective de coopération culturelle au sein du programme de Coopération Internationale communale. La Délégation de Molenbeek était composée : M. EL KHANNOUSS, Député et 1er Echevin, M. HOUARI, Echevin des finances, M. BOUCIF, Réalisateur. M. Mangoné MBAYE, Conseiller municipal représentait la Ville de Mbour.

**Du 22 au 24/02/16** ■ 1er Forum africain de la Science et des Technologies pour le Développement (FastDev). Thème : "Emploi des jeunes : une nécessaire co-construction des enseignements-formations et des entreprises", organisé par l'Académie Nationale des Sciences et Techniques du Sénégal (ANSTTS). Communication du Délégué Philippe CANTRAINE.

**Du 24 au 27/02/16** ■ Participation de la Délégation Wallonie-Bruxelles au Forum des OING belges à Tambacounda sous le haut patronage de SEM Philippe COLYN, Ambassadeur de Belgique à Dakar.

**18/03/16** ■ Déjeuner de presse du Délégué avec : M. Massigna FAYE, Journaliste (Le Soleil), M. Alioune DIOP, Journaliste (RTS/RSI-Radio), Mme Fatou Kiné SENE, Journaliste (Wal Fadjri), Mme Oumy NDOUR, Journaliste (RTS/TV), M. Gilles Arsène TCHEDJI, Journaliste (Le Quotidien).

**24/03/16** ■ Séminaire d'échanges informels sur l'Après Cotonou, organisé par la Banque Européenne d'Investissement. Intervention du Délégué Wallonie-Bruxelles, invité.

**11/04/16** ■ Inauguration à l'université Gaston Berger du Campus Senghor en industries culturelles et son Master, coopération entre l'UGB et l'Université Senghor d'Alexandrie. Présence du Délégué WB aux côtés des Autorités académiques.

La Délégation Wallonie-Bruxelles reçoit des mains du Recteur de l'UGB, le Prof. Baydallaye KANE, un « Certificat de Reconnaissance de partenariat ».

**Du 4 au 9 septembre 2016 Visite au Sénégal de M. Carlo Di ANTONIO,  
Ministre wallon en charge de l'environnement.**

## Un an déjà...

Un nouveau Délégué est au travail.

Né en 1954, Philippe CANTRAINE a fait des études de lettres françaises (1977), italiennes (1979) et espagnoles (1981) à l'Université Libre de Bruxelles (1977-1981), de philosophie allemande à l'Université Albert-le-Grand de Cologne (1981). Lecteur de langue et de littérature françaises à Cologne (1977-1981), il est chargé de cours et collaborateur scientifique de la chaire de littérature comparée de l'Université Ernst-Moritz Arndt de Greifswald (1985-2002). Il y participe à la réalisation de L'Aube de la Modernité 1680-1760, projet de la Fondation européenne des Sciences, sous la direction de Peter-Eckhard Knabe, Roland Mortier et François Moureau (Universität Greifswald / Université Libre de Bruxelles / Université Paris IV-Sorbonne).

Délégué Wallonie-Bruxelles, il a ouvert la première des Délégations Wallonie-Bruxelles à Québec en 1982-83, puis les Délégations de Rome (1988 à 1993) et Varsovie (2002 à 2004).

Conseiller à Paris, de 1996 à 2000, pour l'OCDE et l'UNESCO, il y est membre du Bureau du Groupe des Ambassadeurs francophones et rapporteur dans la Commission Culture et Communication de la 29<sup>e</sup> session de la Conférence générale de l'UNESCO. Conseiller à Bruxelles à la Délégation Générale sous la Présidence belge de l'Union européenne de 2001, il a été Directeur en charge du Multilatéral mondial à Wallonie-Bruxelles International (WBI, 2004-2008).

Rédacteur des Rapports du Secrétaire général de la Francophonie aux Chefs d'Etat et de gouvernement (Kinshasa 2012 ; Dakar 2014), il a été Conseiller pour l'Education, les universités, la jeunesse et le sport au Cabinet du Secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie, S.E.M. Abdou DIOUF de novembre 2008 à novembre 2014, puis de SE. Mme Michaëlle JEAN jusqu'à l'été 2015.

Membre de l'Association des Ecrivains belges de langue française et membre de l'Association royale des Ecrivains wallons.

Depuis septembre 2015, il est Délégué de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Région wallonne à Dakar pour l'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Bénin et Burkina Faso)

## BURKINA FASO

### VISITE DU MINISTRE-PRESIDENT RUDY DEMOTTE OUAGADOUGOU 8-9 MAI 2016



Fédération Wallonie-Bruxelles, M. Rudy DEMOTTE, a effectué, les 9 et 10 mai 2016, une visite officielle au Burkina Faso. Il était accompagné de M. Philippe DETHEUX, son Conseiller diplomatique, M. Fabrice SPRIMONT, Directeur du Département de la Coopération bilatérale Sud à WBI, Mme Laeticia NAKLICKI, Attachée de presse, du Délégué Wallonie-Bruxelles, et des journalistes Colette Jeanne BRAECKMAN, (Journal Le Soir), François JANNE d'OTHEE, (périodique Le Vif), Jérôme Eric S. FETU (de l'Agence Belga).

Au programme de son séjour : audiences auprès des plus hautes autorités, visite de projet, hommage aux victimes des attentats de ce début d'année à Ouagadougou, débat sur le radicalisme, théâtre et enfin cinéma militant en plein air.

La journée du lundi 09 mai, qui a débuté par une rencontre avec le nouvel ambassadeur de Belgique, s'est poursuivie par la visite d'un projet relevant du Programme d'Appui au Développement de l'irrigation (PADI), soutenu par l'APEFE et WBI sur le triennal 2014-2016.

Sur un terrain de quatre hectares, une centaine de femmes s'attellent soit à des cultures maraîchères susceptibles de produire des légumes rapidement commercialisables, soit au développement d'un arboretum où sont également initiés les plus jeunes.

Le soutien additionné de WBI-APEFE introduit la technique d'irrigation « goutte-à-goutte » et l'utilisation d'une pompe souterraine alimentée à l'énergie solaire.

Le Chef du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a ensuite été reçu par M. Alpha BARRY, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération avant de se recueillir, en début d'après-midi, sur les lieux de l'attentat terroriste du 15 janvier dernier. Après y avoir déposé une gerbe de fleurs, Rudy DEMOTTE s'est rendu au Centre National de Presse Norbert ZONGO pour une table ronde avec des journalistes et représentants de la société civile.



Après un échange sur le fonctionnement des médias belges et la situation des journalistes burkinabé, le Ministre-Président a abordé le thème du radicalisme, déclarant : « on n'imaginait pas que ça puisse arriver au Burkina Faso, comme nous n'imaginions pas que ça pouvait arriver en Belgique. Ce sont des choses qui échappent à l'analyse rationnelle, qui entraînent des pertes de repères et sur lesquelles les spécialistes sont encore amenés à se pencher ».

Ce fut l'occasion pour le Ministre-Président d'annoncer l'octroi de bourses qui permettront à deux journalistes burkinabé d'effectuer un stage dans une rédaction belge en 2016 et 2017, signal fort marquant le soutien de la FWB à la presse burkinabé, laquelle se classe parmi les meilleures en occupant la 42ème place sur le plan mondial et la 6ème du continent après l'Afrique du Sud, selon le classement 2016 de Reporters Sans Frontières.

Cheikh Hadjibou SOUMARE, Premier ministre sénégalais de 2007 à 2009 et Président de la Commission de l'UEMOA a été l'hôte du Ministre-Président pour un chaleureux déjeuner entre équipes de travail, destiné à explorer les pistes de coopération régionale.

Avant-dernière étape de la journée, une visite aux « Récréatras » , un des plus grands festivals de théâtre d'Afrique, soutenu par WBI, a permis à M. DEMOTTE d'en évoquer les perspectives d'avenir avec leur organisateur, « le Cartel », fédération de plusieurs compagnies d'arts de la scène.

Après avoir rencontré les partenaires burkinabé et les Belges vivant au Burkina autour d'un sympathique verre de l'amitié, le Ministre-Président s'est rendu dans un quartier populaire. Il y a assisté, de nuit, à une projection-débat en plein air du film "Une révolution africaine", organisée par l'association Semfilms, qui retrace les dix jours de manifestations ayant conduit à la chute de Blaise COMPAORE. La projection a été précédée d'échanges riches et parfois vifs entre la nombreuse assistance et l'artiste SMOCKEY, leader du « Balai Citoyen » qui fut en première ligne lors des événements.

Une audience au Palais de Kosyama a ouvert le programme de la deuxième journée, SEM. Roch Marc Christian KABORE, Président du Faso, rejoignant son hôte sur

l'approfondissement des relations bilatérales entre les deux partenaires pour mieux répondre aux besoins de base de l'économie burkinabè, ce à travers la formation, dans les métiers agricoles, les métiers en liaison avec le numérique et ceux qui ont trait à l'art et à la santé ».



M. DEMOTTE n'a pas manqué de féliciter la Transition burkinabé qui a permis d'aboutir à des élections libres et transparentes le 29 novembre 2015.

Avant de reprendre l'avion pour Bruxelles dans la soirée du mardi 10 mai, M. DEMOTTE a présidé une réunion de travail avec tous les acteurs de la coopération culturelle, insistant sur sa volonté de donner une impulsion à la coopération culturelle, laquelle marque pour la Fédération un ancrage dans l'Afrique de l'Ouest et singulièrement au Burkina.

Le message politique porté par M. DEMOTTE lors de cette mission qui visait à renouveler le soutien de son pays aux nouvelles autorités burkinabé, cinq mois après leur installation, a été fort apprécié et salué par ces dernières qui n'ont pas manqué en retour de remercier la Fédération Wallonie-Bruxelles de son soutien toujours constant.

## BURKINA VERT

### Ferme-école Agro écologique d'apprentissage et de capitalisation des initiatives locales d'adaptation aux effets des Changements Climatiques

Lors de l'accord de Copenhague en décembre 2009, les pays développés se sont engagés à financer, dans les pays en voie de développement, ce durant la période 2010-2012, des actions d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation, en priorité pour les pays les plus vulnérables. La contribution de la Belgique et de ses régions est de 150 millions d'Euros sur 3 ans.

Dans le cadre de sa participation au financement belge du Fast start, la Wallonie a lancé, à travers l'Agence Wallonne Air et Climat (AWAC), deux appels à projets en 2010 et en 2011. L'AWAC a retenu pour son deuxième appel, le projet « Ferme-école Agro écologique d'apprentissage et de capitalisation des initiatives locales d'adaptation aux effets des Changements Climatiques (FACC) », porté par l'ONG burkinabé ASMADE.



La ferme-école a pour objectif d'apporter une réponse à la faible adoption des « meilleures pratiques » agro-sylvo-pastorales à Manegsombo, dans la commune de Saaba, située à une vingtaine de kilomètres de Ouagadougou. Ces meilleures pratiques doivent permettre la réduction de la vulnérabilité des exploitants agricoles et des éleveurs en particulier dans la commune de Saaba face aux effets néfastes liés aux changements climatiques.

L'objectif est de former 500 personnes dont 100 jeunes producteurs, mais également 400 jeunes scolarisés de la commune qui seront appelés à visiter la ferme pour s'imprégner des expériences qui s'y développent, afin de les partager en famille. Les retombées profiteront aussi bien aux familles vivant dans la commune qu'aux services techniques de recherche, de l'élevage, de l'agriculture et de l'environnement, ainsi qu'aux praticiens du développement rural en général. Débuté en avril 2014, le projet prendra fin en mars 2017. Un verger de 7 ha a été aménagé, accueillant le déploiement de cinq « meilleures pratiques » agro-sylvo-pastorales. Un système d'irrigation goutte à goutte a été installé également.

A ce jour, 71 jeunes de deux promotions ont été formés aux modules suivants :

- soins et alimentation du bétail,
- élevage de la volaille,
- production et stockage du fourrage,
- embouche bovine, ovine et caprine,
- fabrication et fonctionnement du bio digesteur.



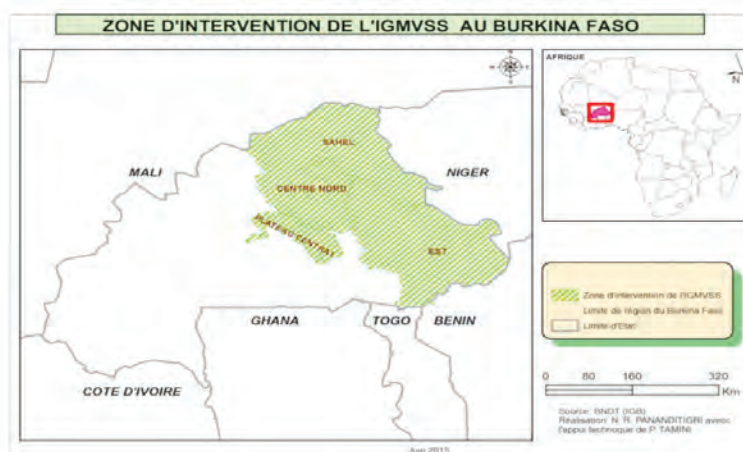
**Embouche bovine en stabulation libre avec production de fumier dans la ferme école**

Les formations théoriques sont appuyées de travaux pratiques réalisés dans la ferme. Un programme est élaboré pour le suivi des apprenants selon leurs différents secteurs d'activités. Des fiches techniques réalisées visent les changements climatiques, la conservation des eaux et des sols / défense et restauration des sols, la production de choux, tomates, oignons bulbes, compost, plants, la production de soumbala, épice tirée du néré, le reboisement, la Régénération Naturelle Assistée (RNA), et la formation en élevage. La ferme école aspire à se prendre elle-même en charge sur le long terme grâce à la vente des produits issus de ses activités, et les recettes sont placées sur un compte.

## Des plants forestiers pour reverdir le Sahel

Depuis 2014, l'APEFE et WBI appuient le Burkina Faso dans le cadre de la mise en œuvre de l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel (IGMVSS) à travers le programme de Renforcement des Capacités pour l'IGMVSS (PRC-IGMVSS).

Réponse politique forte aux graves défis posés par la désertification, la dégradation des terres, la perte de la biodiversité, les changements climatiques et ses phénomènes extrêmes, en particulier les sécheresses, l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel (IGMVSS) a été lancée en 2005. Au niveau continental, l'IGMVSS est pilotée par la commission de l'Union Africaine et par l'Agence Panafricaine de la Grande Muraille Verte basée à Nouakchott en Mauritanie.



Zone d'intervention de l'IGMVSS

Le programme développé par l'APEFE et WBI vise spécifiquement la mise en place des structures de mise en œuvre et de pilotage de l'initiative au Burkina Faso ainsi que la mise en place d'un système de suivi évaluation, le renforcement des compétences des acteurs, tant techniques

qu'en termes d'organisation, et l'élaboration et la mise en place d'une stratégie de communication. Sa première phase se termine en décembre 2016 et une nouvelle phase est en formulation pour la période 2017-2021.



Une pépinière de production de plants forestiers

Même si les objectifs du programme sont principalement axés sur le renforcement des capacités institutionnelles du ministère burkinabè en charge de l'environnement, certaines actions de terrain sont également réalisées. Ainsi, depuis 2015, le programme appuie la production de plants forestiers au niveau des quatre régions d'intervention de l'IGMVSS au Burkina Faso : le Plateau Central, le Centre Nord, l'Est et le Sahel. Pour l'année 2016 et comme en 2015, 400 000 plants forestiers seront produits par les Directions Régionales de l'Environnement, par Tiipalga, une ONG partenaire du programme, et des pépiniéristes villageois.



Aboulaye Dicko, producteur à Djibo

La plupart des espèces utilisées sont des espèces locales et répondent à des besoins écologiques, économiques et/ou alimentaires. Le Baobab (*Adansonia digitata*) est par exemple largement utilisé dans la zone d'intervention pour ses feuilles, qui sont comestibles, et son fruit, source de revenu à travers la poudre de pain de singe transformable en boissons. L'*Acacia Nilotica* et l'*Acacia senegal* sont utilisés pour la réalisation de haies vives et la protection des berges des cours d'eau. L'acacia du Sénégal

produit également la gomme arabique, matière première dans les produits pharmaceutiques ou dans les sodas. Le Moringa (*Moringa oleifera*) est lui fortement apprécié pour ses valeurs nutritives.

Dans la perspective d'évaluer l'impact de cette opération, un système de suivi basé sur l'identification des acteurs potentiels et la cartographie des sites est en cours d'expérimentation afin d'apprécier la réussite des plantations.

## Un outil d'estimation des risques d'érosion

Pays connaissant une forte croissance démographique, le Burkina Faso n'est doté que d'un potentiel limité en ressources naturelles. Son économie exclusivement basée sur la mise en valeur de ses ressources naturelles, à travers l'agriculture, l'élevage et plus récemment l'exploitation minière, est à l'origine d'une forte pression sur les ressources et les milieux naturels qui, conjuguée aux changements climatiques, est à l'origine d'une érosion de son capital naturel. Le pays est désormais confronté à une dynamique

accélérée de dégradation des sols, de dégradation du couvert végétal et de déforestation, une aggravation de la situation de stress hydrique et l'érosion de son patrimoine en biodiversité.

L'envasement ou l'ensablement des retenues d'eau observé est en étroite relation avec l'état de dégradation des terres du bassin versant à l'amont de la retenue et alimentant celles-ci par des flux hydriques et sédimentaires provenant de l'érosion des sols.



Terres dégradées dans le bassin versant de Kierma



Accumulation de sédiments dans la cuvette de la retenue de Mogtedo en assec chaque année

Le Programme d'Appui au Développement de l'Irrigation (PADI) a pour objectif d'améliorer les capacités techniques des structures impliquées dans la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Développement Durable de l'Agriculture Irriguée (SNDDAI) par le développement d'outils opérationnels et par le renforcement des compétences. Ces structures dépendant du Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques sont les suivantes :

- la Direction Générale des Aménagements et du Développement de l'Irrigation (DGADI)
- les Directions Régionales de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques (DRAAH) ;
- l'Agence de l'Eau du Nakanbé (AEN).

Le programme bénéficie d'une assistance technique de l'Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation à l'Etranger (APEFE) et également de l'appui scientifique et technique de la Direction Générale opérationnelle «Agriculture, Ressources Naturelles et Environnement» du Service Public Wallon et de l'Université de Liège (Département de Géographie/Laboratoire d'hydrographie et géomorphologie fluviale).

Un des résultats du programme concerne la protection des retenues d'eau d'irrigation vis-à-vis du phénomène de la sédimentation et en rapport avec l'aménagement des bassins versants. Un des objectifs de cette étude est d'utiliser l'imagerie satellitaire et de coupler celle-ci avec des observations sur le terrain dans un Système d'Information Géographique (SIG) pour :

- cartographier les zones à risques d'érosion hydrique dans les bassins versants à l'étude;
- permettre une prise de décision adéquate et une bonne planification spatiale des actions prioritaires à mener dans la lutte contre l'érosion en nappe.



La méthodologie adoptée pour cette étude fait référence à la version révisée de l'équation universelle des pertes en sol (RUSLE) qui a été appliquée dans des bassins versants productifs exposés à une dégradation des terres, à savoir ceux de Mogtedo (Plateau Central), de Wedbila (Centre) et de Kierma (Centre Sud). Elle implique l'intégration des principaux facteurs de l'érosion hydrique : climatiques (intensité des pluies), topographiques (relief), pédologiques (propriétés des sols) et anthropiques (usages des terres, couvert végétal, mesures d'aménagement des sols, ...). La figure ci-contre illustre les résultats obtenus pour le bassin de Wedbila.

*Les zones en rouge et orange correspondent à celles où le risque d'érosion hydrique est le plus important et donc là où il serait prioritaire de planifier des actions de Gestion Conservatoire des Eaux et des Sols. Des plans de gestion de ces bassins versants en cours de finalisation s'appuient sur ces éléments de diagnostic pour l'identification et la localisation de mesures d'aménagement.*

## Patrimoine

### Cour royale à Tiébélé



La Cour royale de Tiébélé est un des cas les plus expressifs subsistant de l'architecture kasséna mais sur laquelle pèsent néanmoins des menaces notamment d'ordre climatique et humain. Cette architecture exceptionnelle en maçonnerie de terre aux murs ornements de peintures réalisées par les femmes, mérite donc une attention particulière, tant en termes de sauvegarde que de valorisation du site et des bonnes pratiques pour préserver l'authenticité du lieu. Depuis 2012, le site se trouve sur la liste indicative de l'UNESCO.

Une première mission conjointe de l'Institut du Patrimoine Wallon (IPW), de la Direction générale du Patrimoine culturel (DGPC) et de la Direction des Sites classés Patrimoine mondial du Burkina Faso (DSCPM) s'est déroulée du 30 avril au 9 mai. Elle a été l'occasion de rencontrer les différents acteurs locaux à Tiébélé (associations, écoles, artisans, société civile, décideurs) et d'affiner les objectifs du projet pour qu'ils soient le plus en phase possible avec les réalités du terrain.

A Tiébélé, il a été constaté que la Cour royale est menacée notamment par de profondes mutations sociales (changement de l'organisation sociale, aspiration de certains habitants à plus de commodité pour l'habitat), économiques (coûts des travaux, précarité) et culturelles (abandon de certaines pratiques traditionnelles au profit de pratiques modernes). Il est important que les acteurs locaux sensibles aux questions du Patrimoine (associations locales, société civile, artisans, ...) se structurent pour sauvegarder ce site.



L'objectif de ce projet est donc un soutien cohérent de la Wallonie avec le processus d'inscription du site sur la liste du Patrimoine mondial de l'UNESCO envisagé par le Ministère de la Culture burkinabé, et qui intègre justement les questions de la constitution indispensable d'un comité et d'un plan de gestion. L'appui de l'IPW visera aussi la sensibilisation, la valorisation et la sauvegarde du site et des bonnes pratiques pour préserver l'authenticité et l'intégrité de ce Patrimoine exceptionnel. Cette première mission organisée par les partenaires du Burkina Faso, la DGPC et la DSCPM, fut dense, fructueuse et prometteuse d'un excellent partenariat au bénéfice du projet.



## BENIN

### Visite au Bénin de Madame Céline FREMAULT, membre du Gouvernement francophone Bruxellois, chargée des Relations internationales, des Familles, des Personnes handicapées et de l'Action



Du 22 au 24 mai 2016, Madame Céline FREMAULT, Ministre, Membre du Gouvernement Francophone bruxellois, chargée des Relations internationales pour la Commission Communautaire Française (COCOF), a effectué une visite officielle au Bénin, accompagnée de quelques membres de son Cabinet ministériel.

Monsieur Philippe CANTRAINE, Délégué Wallonie-Bruxelles (Sénégal, Burkina Faso et Bénin) était présent pour accueillir avec son équipe du bureau APEFE/Wallonie-Bruxelles de Cotonou Madame la Ministre et sa délégation.

### ECOLE DES SOURDS DE PORTO-NOVO

L'école des sourds de Porto-Novo est la seule du Bénin qui offre la possibilité aux enfants sourds de commencer l'école depuis la Maternelle. Elle est l'unique de toute l'Afrique leur donnant accès aux études depuis la Maternelle jusqu'au baccalauréat. A ce titre, outre les Béninois, d'autres nationalités (togolaise, ivoirienne, malienne) sont présentes dans cette école.

La particularité de cette école est qu'elle accueille sur un même banc un élève sourd et un élève entendant avec les seuls enseignants utilisant à la fois la parole et le langage des signes.

Depuis une dizaine d'années, l'école des sourds, est soutenue par la COCOF via WBI et Alpha-Signes, représentée aux côtés de la Ministre par M. Jean PRZYKLEK. Ce soutien s'est traduit par les actions ci-après :

- appui scolaire et socioculturel des enfants sourds du Bénin ;
- équipement de toutes les salles de classe en tables et bancs ;
- équipement de l'infirmerie ;
- dotation d'ouvrages au programme ;
- équipement de la salle informatique, pour permettre aux enfants sourds comme entendant de manipuler aisément l'outil informatique et de faire aussi facilement des recherches sur Internet ;
- équipement du laboratoire et de la cuisine.

Madame FREMAULT a été reçue au Palais de Marina par le Secrétaire général de la Présidence de la République M. Pascal Irénée KOUPAKI, de même que par les Diplomates Béninois au Ministère des Affaires étrangères.

En séance de travail, assurant l'intérim de son collègue des Affaires étrangères, le Ministre de la Justice et Président de la Commission des réformes constitutionnelles, Joseph DJOGBENOU, a rappelé combien Bruxelles et le Bénin étaient proches par les pratiques et l'accompagnement des couches vulnérables. De même, ont été évoqués les bons rapports de coopération qui lient la capitale belge et le Bénin, liens sincères, respectueux, équitables et profitables pour les deux pays, venus s'ajouter à ceux qui unissent Bruxelles et le Bénin à travers la Francophonie.

Lors de son séjour, la Ministre FREMAULT a rendu visite au projet « Terres Rouges », également présent à Saint-Louis du Sénégal, dont la mission est de sortir les enfants des rues des situations difficiles, puis « l'Ecole des sourds et malentendants » de Porto-Novo, école modèle, car réputée être la seule à proposer un enseignement intégrateur des handicapés dans le système scolaire, de la maternelle au secondaire, avec un suivi des jeunes écoliers et élèves jusqu'à l'université.

Enfin, un considérable projet de formation en Kinésithérapie, soutenu de longue date en milieu hospitalier par l'hôpital Saint-Luc de Bruxelles, par l'APEFE et par Wallonie-Bruxelles, a reçu la visite de la ministre.



Grâce à la COCOF, l'école possède désormais un mini bus pour les sorties pédagogiques. Toujours grâce à ce projet, l'école a ouvert une salle d'infographie au profit des jeunes sourds dessinateurs de même que pour la réalisation de bandes dessinées.

Enfin, chaque année, Alpha-Signes, le partenaire belge de cette école, accueille des enseignants béninois pour des stages pratiques. En retour cette école accueille des formateurs belges pour échange d'expériences pédagogiques.

Ces dix années passées avec Alpha-Signes grâce à la COCOF ont permis à l'école d'affermir la pédagogie des enseignants pour des résultats plus encourageants en fin d'année scolaire. Ainsi, de 2006 à 2016, l'effectif de l'école est passé de 245 à 619 élèves en raison des bons résultats aux différents examens. De 2006 à 2016, cette école a enregistré 179 sourds admis à l'examen du C.E.P. (Certificat d'Etudes Primaires) contre 112 pour les huit autres écoles pour sourds du Bénin réunies. Toujours dans la même période, 72 sourds sont détenteurs de l'examen du BEPC (Brevet d'Etudes du Premier Cycle) et sont pour la plupart du temps enseignants dans les autres écoles pour sourds du pays et de la sous-région. Grâce à la COCOF, 4 élèves ont décroché le baccalauréat et sont actuellement étudiants sur des campus universitaire, ce qui est une première dans toute l'Afrique.



**Céline FREMAULT recevant un « diplôme d'honneur » de l'école des sourds de Porto -Novo**

Cette école a également permis à un grand nombre de sourds d'entrer dans la vie active à travers l'obtention de diplôme professionnel en tailleterie, menuiserie, tenture, photographie, soudure, etc... Modèle d'intégration au niveau continental voire mondial, l'école des sourds réclame davantage de financements pour la pérennisation de ses acquis.

## L'ONG « TERRES ROUGES »

« Terres Rouges » est une association sans but lucratif dont la mission au Bénin et au Sénégal, consiste en la protection et l'accompagnement psychosocial d'enfants et d'adolescents en rupture de lien avec leur famille.



**De gauche à droite, Calixte Somaha, Directeur du bureau WB de Cotonou, Julien Milquet, Conseiller, Laurent Acken, Directeur de cabinet adjoint, Mme Frémault.**

Ce travail se fait à travers trois dispositifs :

- un centre résidentiel (CR) qui accueille les plus petits enfants âgés de 5 à 11 ans (filles et garçons),
- un dortoir de nuit qui accueille les garçons âgés de 10 à 18 (DDN),
- une équipe d'encadrement mobile (ESEM), tant à Cotonou qu'à Saint-Louis du Sénégal, l'action privilégiant l'appui psychologique, qui va au contact des enfants dans la rue à travers l'animation et la prise en charge sanitaire, puis les oriente vers les différents dispositifs prévus par « Terres rouges ».

Dans ces trois équipes, l'approche de travail repose sur quatre aspects principaux : l'accueil, l'hébergement, la prise en charge des besoins fondamentaux et l'accompagnement selon la demande de l'enfant (suivi psychologique, médiation avec la famille, scolarisation, mise en formation professionnelle...).

Les dispositifs « DDN et ESEM » travaillent avec des enfants de 10 à 18 ans afin de les aider à quitter la rue, leur assurant une prise en charge psychosociale. Ceux qui font des demandes de formation professionnelle, « Terres Rouges » au Bénin les oriente et les accompagne dans différentes formations professionnelles telles que : la couture, la coiffure, la mécanique, la soudure, la pâtisserie, la boulangerie, la cuisine... La philosophie, qui guide l'action, c'est d'aider les enfants à rentrer dans des processus d'autonomisation ou de réinsertion sociale si le retour en famille n'est pas possible. Au Bénin, « Terres Rouges » prend ainsi en charge quotidiennement une soixantaine d'enfants ou de jeunes directement sur les dispositifs en place et plus d'une quarantaine sont suivis tous les jours dans la rue.

De manière générale, en matière d'accompagnement des enfants en danger dans la rue, la demande excède l'offre, phénomène aujourd'hui en expansion. En termes de locaux, « Terres Rouges » dispose au Bénin d'équipements permettant une prise en charge plus importante et réalise en ce moment des travaux d'infrastructure qui rendront



Enfants accueillis par Terre Rouges

matériellement possible un hébergement plus important d'enfants de la rue. Ce travail nécessite d'un grand investissement humain, matériel et financier. Depuis près de 5 ans, l'ONG qui fonctionne sur dons privés venant de la Belgique et de quelques sponsors béninois, cherche à accroître ses partenaires privés et publics au profit des enfants des rues. Au Sénégal, l'Ambassade de Belgique et la Délégation Wallonie-Bruxelles ont contribué, en janvier 2016, à l'organisation et au financement d'une soirée de gala en faveur de « Terres rouges » Saint-Louis. A Cotonou, le centre animé par « Terres rouges » a reçu la visite de la Ministre bruxelloise Céline FREMAULT.

## Lancement de la programmation 2017-21 de l'APEFE au Bénin



Acteurs béninois de la programmation en santé 2017-2021, accompagnés de Luc Levasseur, Administrateur de programme, et des coopérants APEFE au Bénin

La santé est le secteur d'intervention de l'APEFE au Bénin, dans lequel elle a acquis une expertise reconnue tant par les partenaires béninois qu'internationaux. L'atelier de lancement de la programmation APEFE 2017-21 a eu lieu les 2 et 3 juin 2016 à l'hôtel du Lac (Cotonou), associant, aux niveaux institutionnel et opérationnel béninois, des représentants du Ministère de la Santé, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique, du Ministère des enseignements secondaire, technique et professionnel, de la Faculté des Sciences de la Santé, de l'Institut National Médico-Sanitaire, et de l'Ecole de Formation Médico-sociale. Du côté de l'APEFE, étaient présents l'administrateur et les deux assistantes techniques internationales. Un assistant technique de La Coopération belge au Développement était aussi présent. Cet atelier a ouvert la période de formulation du programme APEFE 2017-21 qui se prolongera jusqu'au 25 juillet 2016. Ces deux journées ont permis un travail collaboratif entre les participants qui ont pu échanger sur les problématiques liées à la formation des ressources humaines en santé.

Les éléments suivants ont été abordés :

- o validation de la note d'orientation de l'APEFE au Bénin 2017-21 ;
- o présentation des cibles stratégiques communes des acteurs belges de la coopération non gouvernementale ;
- o analyse des parties prenantes ;
- o arbres à problèmes ;
- o présentation des différentes étapes de la formulation du programme et mise en place d'un comité de suivi.

Une très bonne dynamique s'est installée. D'autres ateliers suivront au cours des prochaines semaines et seront élargis à d'autres participants, pour les uns institutionnels, pour les autres issus de la société civile.



Wallonie - Bruxelles  
International.be

Délégation Dakar

APEFE



## SENEGAL

### Délégation Wallonie-Bruxelles à Dakar

14, Avenue des Jambaar – Dakar B.P. 6279  
Tél. : +221 33 849 29 70  
Fax : +221 33 821 75 15  
Courriel : [walbru.dakar@orange.sn](mailto:walbru.dakar@orange.sn)  
Site : <http://www.wbi.be/dakar>

### Bureau APEFE

Courriel : [bureau.dakar@apefe.org](mailto:bureau.dakar@apefe.org)

### Antenne Logistique AWEX

Courriel : [walbru.dakar@orange.sn](mailto:walbru.dakar@orange.sn)

## BENIN

### Bureau APEFE / Wallonie-Bruxelles

01 BP 3539 Recette Principale  
Tél. : +229 21 30 73 35  
[bureau.cotonou@apefe.org](mailto:bureau.cotonou@apefe.org)

## BURKINA FASO

### Bureau APEFE / Wallonie-Bruxelles

01 BP 6625 Ouagadougou  
Tél. : +226 50 31 65 00  
[bureau.ouagadougou@apefe.org](mailto:bureau.ouagadougou@apefe.org)



Service de coaching professionnel pour le développement individuel, de groupes ou d'équipes.  
Modalité : présentielle, télécoaching, e-coaching.



Compagnie Industrielle des fibres  
Sénégal S.A.  
Qualité, Innovation et Performance

*Leader dans la fabrication de sacs tissés en polypropylène (PP) et sacs papier kraft*



Fondation  
George Arthur Forrest

